

CODE DE PROCÉDURE CIVILE 2011

VINGT-QUATRIÈME ÉDITION

La présente édition a été réalisée par

Loïc CADIET

Membre de l'Institut universitaire de France.

Professeur à l'École de droit de la Sorbonne – Université Paris I.
Directeur du Département de Recherche sur la Justice et le Procès.
(Institut de recherche juridique de la Sorbonne – André Tunc).

LexisNexis[®]
Litec

LexisNexis SA
141, Rue de Javel - 75015 Paris

Table des matières

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Avertissement		IX
Liste des abréviations		XIII
CODE DE PROCÉDURE CIVILE		1
PARTIE LÉGISLATIVE		
LIVRE PREMIER – DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTES LES JURIDICTIONS	1^{er} à 749	5
TITRE PREMIER – DISPOSITIONS LIMINAIRES	1^{er} à 29	5
Chapitre I – Les principes directeurs du procès	1 ^{er} à 24	5
Section I – L'instance	1 ^{er} à 3	5
Section II – L'objet du litige	4 et 5	8
Section III – Les faits	6 à 8	13
Section IV – Les preuves	9 à 11	15
Section V – Le droit	12 et 13	20
Section VI – La contradiction	14 à 17	28
Section VII – La défense	18 à 20	39
Section VIII – La conciliation	21	39
Section IX – Les débats	22 à 23-1	40
Section X – L'obligation de réserve	24	41
Chapitre II – Les règles propres à la matière gracieuse	25 à 29	42
TITRE II – L'ACTION	30 à 32-1	44
TITRE III – LA COMPÉTENCE	33 à 52	59
Chapitre I – La compétence d'attribution	33 à 41	59
Chapitre II – La compétence territoriale	42 à 48	64
Chapitre III – Dispositions communes	49 à 52	78
TITRE IV – LA DEMANDE EN JUSTICE	53 à 70	80
Chapitre I – La demande initiale	53 à 62	80
Section I – La demande en matière contentieuse	53 à 59	80
Section II – La demande en matière gracieuse	60 à 62	89
Chapitre II – Les demandes incidentes	63 à 70	89
TITRE V – LES MOYENS DE DÉFENSE	71 à 126	92
Chapitre I – Les défenses au fond	71 et 72	93

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Chapitre II – Les exceptions de procédure	73 à 121	94
Section I – Les exceptions d'incompétence	75 à 39	97
<i>Sous-section 1 – L'incompétence soulevée par les parties</i>	75 à 77	97
<i>Sous-section 2 – L'appel</i>	78 et 79	101
<i>Sous-section 3 – Le contredit</i>	80 à 91	103
<i>Sous-section 4 – L'incompétence relevée d'office</i>	92 à 94	109
<i>Sous-section 5 – Dispositions communes</i>	95 à 39	111
Section II – Les exceptions de litispendance et de connexité	100 à 107	114
Section III – Les exceptions dilatoires	108 à 111	113
Section IV – Les exceptions de nullité	112 à 121	119
<i>Sous-section 1 – La nullité des actes pour vice de forme</i>	112 à 116	119
<i>Sous-section 2 – La nullité des actes pour irrégularité de fond</i>	117 à 121	125
Chapitre III – Les fins de non-recevoir	122 à 126	135
TITRE V BIS – LA QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ	126-1 à 126-12	144
Chapitre I – La transmission par le juge de la question prioritaire de constitutionnalité à la Cour de cassation	126-1 à 126-7	145
Chapitre II – Le renvoi par la Cour de cassation de la question prioritaire de constitutionnalité au Conseil constitutionnel	126-8 à 126-12	146
TITRE VI – LA CONCILIATION	127 à 131	146
TITRE VI BIS – LA MÉDIATION	131-1 à 131-15	147
TITRE VII – L'ADMINISTRATION JUDICIAIRE DE LA PREUVE	132 à 322	150
SOUS-TITRE PREMIER – LES PIÈCES .....	.....	150
Chapitre I – La communication des pièces entre les parties	132 à 137	150
Chapitre II – L'obtention des pièces détenues par un tiers	138 à 141	153
Chapitre III – La production des pièces détenues par une partie	142	155
SOUS-TITRE II – LES MESURES D'INSTRUCTION .....	.....	156
Chapitre I – Dispositions générales	143 à 178-2	156
Section I – Décisions ordonnant les mesures d'instruction	143 à 154	156
Section II – Exécution des mesures d'instruction	155 à 174	169
Section III – Nullités	175 à 178	174
Section IV – Dispositions particulières à certaines mesures d'instruction transfrontalières	178-1 et 178-2	175
Chapitre II – Les vérifications personnelles du juge	179 à 183	176
Chapitre III – La comparution personnelle des parties	184 à 198	176
Chapitre IV – Les déclarations des tiers	199 à 231	178
Section I – Les attestations	200 à 203	180
Section II – L'enquête	204 à 231	181
<i>Sous-section 1 – Dispositions générales</i>	204 à 221	181
<i>Sous-section 2 – L'enquête ordinaire</i>	222 à 230	184
<i>Sous-section 3 – L'enquête sur-le-champ</i>	231	185
Chapitre V – Mesures d'instruction exécutées par un technicien	232 à 284-1	185
Section I – Dispositions communes	232 à 248	185

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Section II - Les constatations	249 à 255	193
Section III - La consultation	256 à 262	194
Section IV - L'expertise	263 à 284-1	195
Sous-section 1 - La décision ordonnant l'expertise	264 à 272	196
Sous-section 2 - Les opérations d'expertise	273 à 281	201
Sous-section 3 - L'avis de l'expert	282 à 284-1	203
SOUS-TITRE III - LES CONTESTATIONS RELATIVES À LA PREUVE LITTÉRALE		205
Chapitre I - Les contestations relatives aux actes sous seing privé	287 à 302	206
Section I - La vérification d'écriture	287 à 298	206
Sous-section 1 - L'incident de vérification	287 à 295	206
Sous-section 2 - La vérification d'écriture demandée à titre principal	296 à 298	208
Section II - Le faux	299 à 302	208
Sous-section 1 - L'incident de faux	299	208
Sous-section 2 - Le faux demandé à titre principal	300 à 302	209
Chapitre II - L'inscription de faux contre les actes authentiques	303 à 316	209
Section I - L'inscription de faux incidente	306 à 313	209
Sous-section 1 - Incident soulevé devant le tribunal de grande instance ou la cour d'appel	306 à 312	209
Sous-section 2 - Incident soulevé devant les autres juridictions	313	210
Section II - L'inscription de faux principale	314 à 316	211
SOUS-TITRE IV - LE SERMENT JUDICIAIRE		211
TITRE VIII - LA PLURALITÉ DE PARTIES	323 et 324	212
TITRE IX - L'INTERVENTION	325 à 338	213
Chapitre I - L'intervention volontaire	328 à 330	215
Chapitre II - L'intervention forcée	331 à 338	217
Section I - Dispositions communes à toutes les mises en cause	331 à 333	217
Section II - Dispositions spéciales aux appels en garantie	334 à 338	219
TITRE IX BIS - L'AUDITION DE L'ENFANT EN JUSTICE	338-1 à 338-12	220
TITRE X - L'ABSTENTION, LA RÉCUSATION, LE RENVOI ET LA PRISE À PARTIE	339 à 366-9	222
Chapitre I - L'abstention	339 et 340	223
Chapitre II - La récusation	341 à 355	223
Chapitre III - Le renvoi à une autre juridiction	356 à 366	228
Section I - Le renvoi pour cause de suspicion légitime	356 à 363	228
Section II - Renvoi pour cause de récusation contre plusieurs juges	364	232
Section III - Le renvoi pour cause de sûreté publique	365 et 366	232
Chapitre IV - La prise à partie	366-1 à 366-9	232
Section I - Dispositions générales	366-1 à 366-8	233
Section II - Dispositions particulières à la prise à partie fondée sur le déni de justice	366-9	233
TITRE XI - LES INCIDENTS D'INSTANCE	367 à 410	234
Chapitre I - Les jonction et disjonction d'instances	367 et 368	234

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Chapitre II – L'interruption de l'instance	369 à 376	235
Chapitre III – La suspension de l'instance	377 à 383	239
Section I – Le sursis à statuer	378 à 380-1	239
Section II – La radiation et le retrait du rôle	381 à 383	244
Chapitre IV – L'extinction de l'instance	384 à 410	245
Section I – La péremption d'instance	386 à 393	247
Section II – Le désistement d'instance	394 à 405	258
<i>Sous-section 1 – Le désistement de la demande en première instance</i>	394 à 399	259
<i>Sous-section 2 – Le désistement de l'appel ou de l'opposition</i>	400 à 405	261
Section III – La caducité de la citation	406 et 407	263
Section IV – L'acquiescement	408 à 410	263
TITRE XII – REPRÉSENTATION ET ASSISTANCE EN JUSTICE	411 à 420	267
TITRE XIII – LE MINISTÈRE PUBLIC	421 à 429	274
Chapitre I – Le ministère public partie principale	422 et 423	275
Chapitre II – Le ministère public partie jointe	424 à 429	276
TITRE XIV – LE JUGEMENT	430 à 499	279
Chapitre I – Dispositions générales	430 à 479	279
Section I – Les débats, le délibéré et le jugement	430 à 466	279
<i>Sous-section 1 – Les débats</i>	430 à 446	279
<i>Sous-section 2 – Le délibéré</i>	447 à 449	286
<i>Sous-section 3 – Le jugement</i>	450 à 466	288
Section II – Le défaut de comparution	467 à 479	311
<i>Sous-section 1 – Le jugement contradictoire</i>	467 à 470	311
<i>Sous-section 2 – Le jugement rendu par défaut et le jugement réputé contradictoire</i>	471 à 479	313
Chapitre II – Dispositions spéciales	480 à 498	318
Section I – Les jugements sur le fond	480 et 481	318
Section II – Les autres jugements	482 à 498	325
<i>Sous-section 1 – Les jugements avant dire droit</i>	482 et 483	325
<i>Sous-section 2 – Les ordonnances de référé</i>	484 à 492	326
<i>Sous-section 3 – Les ordonnances sur requête</i>	493 à 498	334
Chapitre III – Disposition finale	499	339
TITRE XV – L'EXÉCUTION DU JUGEMENT	500 à 526	339
Chapitre I – Conditions générales de l'exécution	502 à 508	342
Chapitre II – La reconnaissance transfrontalière	509 à 509-7	345
Chapitre III – Le délai de grâce	510 à 513	350
Chapitre IV – L'exécution provisoire	514 à 526	352
TITRE XVI – LES VOIES DE RECOURS	527 à 639	369
SOUS-TITRE PREMIER – DISPOSITIONS COMMUNES .....	.....	370
SOUS-TITRE II – LES VOIES ORDINAIRES DE RECOURS .....	.....	376
Chapitre I – L'appel	542 à 570	380

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Section I – Le droit d'appel	543 à 560	381
Sous-section 1 – Les jugements susceptibles d'appel	543 à 545	381
Sous-section 2 – Les parties	546 à 558	388
Sous-section 3 – Dispositions diverses	559 et 560	406
Section II – Les effets de l'appel	561 à 568	407
Sous-section 1 – L'effet dévolutif	561 à 567	407
Sous-section 2 – L'évocation	568	425
Section III – Dispositions finales	569 et 570	427
Chapitre II – L'opposition	571 à 578	428
SOUS-TITRE III – LES VOIES EXTRAORDINAIRES DE RECOURS		430
Chapitre I – La tierce opposition	582 à 592	431
Chapitre II – Le recours en révision	593 à 603	443
Chapitre III – Le pourvoi en cassation	604 à 639	451
Section I – L'ouverture du pourvoi en cassation	605 à 618-1	458
Section II – Les effets du pourvoi en cassation	619 à 639	477
TITRE XVII – DÉLAIS, ACTES D'HUISSIER DE JUSTICE ET NOTIFICATIONS	640 à 694	490
Chapitre I – La computation des délais	640 à 647-1	491
Chapitre II – La forme des actes d'huiissier de justice	648 à 650	495
Chapitre III – La forme des notifications	651 à 694	498
Section I – La signification	653 à 664	499
Section II – La notification des actes en la forme ordinaire	665 à 670-3	508
Section III – Les notifications entre avocats	671 à 674	512
Section IV – Règles particulières à la notification des jugements	675 à 682	513
Section V – Règles particulières aux notifications internationales	683 à 688-8	519
Sous-section 1 – Notification des actes à l'étranger	683 à 688	519
Sous-section 2 – Notification des actes en provenance de l'étranger	688-1 à 688-8	522
Section V-1 – Règles particulières à la signification et à la notification à destination d'autres États membres de la Communauté européenne des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale		522
Section VI – Le lieu des notifications	689 à 691	522
Section VII – Dispositions diverses	692 à 694	524
TITRE XVIII – LES FRAIS ET LES DÉPENS	695 à 725-1	525
Chapitre I – La charge des dépens	695 à 700	525
Chapitre II – La liquidation des dépens à recouvrer par le secrétariat	701 à 703	535
Chapitre III – La vérification et le recouvrement des dépens	704 à 718	535
Chapitre IV – Les demandes ou contestations relatives aux frais, émoluments et débours non compris dans les dépens	719 à 723	540
Chapitre V – Les contestations relatives à la rémunération des techniciens	724 et 725	540
Chapitre VI – Les contestations relatives aux frais, émoluments et débours des greffes des tribunaux de commerce	725-1	542
TITRE XIX – LE SECRÉTARIAT DE LA JURIDICTION	726 à 729-1	543
TITRE XX – LES COMMISSIONS ROGATOIRES	730 à 748	543
Chapitre I – Les commissions rogatoires internes	730 à 732	543

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Chapitre II – Les commissions rogatoires internationales	733 à 748	544
Section I – Commissions rogatoires à destination d'un État étranger .	733 à 735	544
Section II – Commissions rogatoires en provenance d'un État étranger .	736 à 748	545
TITRE XXI – LA COMMUNICATION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE	748-1 à 748-7	546
TITRE XXII – DISPOSITION FINALE	749	552
LIVRE DEUXIÈME – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CHAQUE JURIDICTION	750 à 1037	553
TITRE PREMIER – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE	750 à 826-1	553
SOUS-TITRE PREMIER – LA PROCÉDURE DEVANT LE TRIBUNAL .....	.....	553
Chapitre I – La procédure en matière contentieuse	750 à 796	553
Section I – La procédure ordinaire	755 à 787	555
Sous-section 1 – Saisine du tribunal	755 à 759	555
Sous-section 2 – Renvoi à l'audience	760 à 762	557
Sous-section 3 – Instruction devant le juge de la mise en état	763 à 781	558
Sous-section 4 – Dispositions communes	782 à 787	568
Section II – Procédure à jour fixe	788 à 792	579
Section III – La requête conjointe	793 à 796	581
Chapitre II – Procédure en matière gracieuse	797 à 800	581
Chapitre III – Le juge unique	801 à 805	582
Chapitre IV – Dispositions diverses	806 à R.* 202-6	582
SOUS-TITRE II – LES POUVOIRS DU PRÉSIDENT .....	.....	585
Chapitre I – Les ordonnances de référé	808 à 811	585
Chapitre II – Les ordonnances sur requête	812 et 813	608
SOUS-TITRE III – DISPOSITIONS DIVERSES .....	.....	609
Chapitre I – Constitution d'avocat et conclusions	814 à 816	609
Chapitre II – Mesures d'administration judiciaire	817 à 820	610
Chapitre III – Le greffe	821 à 826	610
SOUS-TITRE IV – LA PROCÉDURE SUR DÉCISION DE RENVOI DE LA JURIDICTION PÉNALE .....	.....	611
TITRE II – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU TRIBUNAL D'INSTANCE ET À LA JURIDICTION DE PROXIMITÉ	827 à 852-1	611
SOUS-TITRE PREMIER – LA PROCÉDURE ORDINAIRE .....	.....	612
Chapitre I – La tentative préalable de conciliation	830 à 835	613
Chapitre II – La procédure sur assignation à toutes fins	836 à 844	614
Chapitre III – La requête conjointe et la présentation volontaire des parties .	845 à 847	617
Chapitre IV – La déclaration au greffe	847-1 à 847-3	618
Chapitre V – Des renvois de compétence	847-4 et 847-5	619

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
SOUS-TITRE II - LES ORDONNANCES DE RÉFÉRÉ DEVANT LE JUGE D'INSTANCE		619
SOUS-TITRE III - LES ORDONNANCES SUR REQUÊTE DEVANT LE JUGE D'INSTANCE		620
SOUS-TITRE IV - LA PROCÉDURE SUR DÉCISION DE RENVOI DE LA JURIDICTION PÉNALE		621
TITRE III - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU TRIBUNAL DE COMMERCE	853 à 878-1	621
Chapitre I - La procédure devant le tribunal de commerce	854 à 871	623
Section I - L'introduction de l'instance	854 à 860	623
Sous-section 1 - L'assignation	855 à 858	623
Sous-section 2 - La requête conjointe et la présentation volontaire des parties	859 et 860	625
Section II - L'instance	861 à 871	625
Sous-section 1 - Le Juge rapporteur	862 à 869	625
Sous-section 2 - Dispositions générales	870 et 871	626
Chapitre II - Les pouvoirs du président	872 à 876	627
Section I - Les ordonnances de référé	872 à 873-1	627
Section II - Les ordonnances sur requête	874 à 876	632
Chapitre III - Dispositions diverses	877 à 878-1	632
TITRE IV - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX JURIDICTIONS STATUANT EN MATIÈRE PRUD'HOMALE	879 à R. 1463-1	633
TITRE V - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU TRIBUNAL PARITAIRE DES BAUX RURAUX	880 à 898	652
Chapitre I - La procédure ordinaire	880 à 892	652
Chapitre II - Les ordonnances de référé	893 à 896	655
Chapitre III - Les ordonnances sur requête	897 et 898	656
TITRE VI - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À LA COUR D'APPEL	899 à 972	656
SOUS-TITRE PREMIER - LA PROCÉDURE DEVANT LA FORMATION COLLÉGIALE		657
Chapitre I - La procédure en matière contentieuse	899 à 949	657
Section I - La procédure avec représentation obligatoire	900 à 930-1	658
Sous-section 1 - La procédure ordinaire	901 à 916	658
Sous-section 2 - La procédure à jour fixe	917 à 925	676
Sous-section 3 - L'appel par requête conjointe	926 à 930	680
Sous-section 4 - Dispositions communes	930-1	680
Section II - La procédure sans représentation obligatoire	931 à 949	681
Chapitre II - La procédure en matière gracieuse	950 à 953	690
Chapitre III - Dispositions communes	954 à 955-2	691
SOUS-TITRE II - LES POUVOIRS DU PREMIER PRÉSIDENT		696
Chapitre I - Les ordonnances de référé	956 et 957	696
Chapitre II - Les ordonnances sur requête	958 et 959	698
SOUS-TITRE III - DISPOSITIONS DIVERSES		699
Chapitre I - Constitution d'avoué et conclusions	960 à 962	699

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Chapitre II – Mesures d'administration judiciaire	963 à 965	701
Chapitre III – Le greffe	966 à 972	701
TITRE VII – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À LA COUR DE CASSATION	973 à 1031-7	702
Chapitre I – La procédure avec représentation obligatoire	974 à 982	703
Chapitre II – La procédure sans représentation obligatoire	983 à 995	707
Chapitre III – La procédure en matière électorale	996 à 1008	713
Section I – Contentieux des inscriptions sur les listes électorales en matière d'élections politiques	996 à 998	713
Section II – Les élections professionnelles	999 à 1008	714
Chapitre IV – Dispositions communes	1009 à 1022-1	716
Chapitre V – Dispositions diverses	1023 à 1031	722
Section I – Augmentation des délais	1023	722
Section II – Le désistement	1024 à 1026	723
Section III – La récusation	1027	723
Section IV – La demande en faux	1028 à 1031	723
Chapitre VI – La saisine pour avis de la Cour de cassation	1031-1 à 1031-7	724
TITRE VIII – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX JURIDICTIONS DE RENVOI APRÈS CASSATION	1032 à 1037	726
LIVRE TROISIÈME – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINES MATIÈRES	1038 à 1441-4	729
TITRE PREMIER – LES PERSONNES	1038 à 1263-1	729
Chapitre I – La nationalité des personnes physiques	1038 à 1045	729
Chapitre II – Les actes de l'état civil	1046 à 1056-1	731
Section I (rédaction antérieure) – De la rectification des actes de l'état civil .....	.....	731
Section I – De l'annulation et de la rectification des actes de l'état civil	1046 à 1055	733
Sous-section 1 – La rectification administrative	1046	733
Sous-section 2 – La rectification et l'annulation judiciaire	1047 à 1055	733
Section II – Du changement de prénom	1055-1 à 1055-3	734
Section III – De la transcription et de la mention des décisions sur les registres de l'état civil	1056 et 1056-1	734
Chapitre III – Le répertoire civil	1057 à 1061	735
Chapitre III bis – Les funérailles	1061-1	735
Chapitre IV – Les absents	1062 à 1069	736
Section I – La présomption d'absence	1062 à 1065	736
Section II – La déclaration d'absence	1066 à 1069	737
Chapitre IV bis – L'obligation alimentaire et la contribution aux charges du mariage .....	.....	737
Chapitre V – La procédure en matière familiale	1070 à 1148	737
Section I – Dispositions générales	1070 à 1074-1	737
Section II – Le divorce et la séparation de corps	1075 à 1136	743
Sous-section 1 – Dispositions générales	1075 à 1087	743

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
<i>Sous-section 2 – Le divorce par consentement mutuel</i>	1088 à 1105	751
<i>Sous-section 3 – Les autres procédures de divorce</i>	1106 à 1128	754
<i>Sous-section 4 – La séparation de corps</i>	1129 et 1130	761
<i>Sous-section 5 – Le divorce sur conversion de la séparation de corps</i>	1131 à 1136	761
<i>Sous-section 6 – La liquidation et le partage des intérêts patrimoniaux des époux</i> .....	.....	762
Section II bis – Le fonctionnement, la liquidation et le partage des régimes matrimoniaux et des indivisions entre personnes liées par un pacte civil de solidarité ou entre concubins	1136-1 et 1136-2	762
Section III – Les autres procédures relevant de la compétence du juge aux affaires familiales	1137 à 1148	762
Chapitre VI – La filiation et les subsides	1149 à 1157-3	763
Section I – Dispositions générales	1149 à 1153-1	763
Section II – Les subsides	1154 à 1156	764
Section III – L'acte de notoriété	1157 et 1157-1	764
Section IV – Le consentement à la procréation médicalement assistée	1157-2 et 1157-3	764
Chapitre VII – La déclaration d'abandon	1158 à 1164	765
Chapitre VIII – L'adoption	1165 à 1178-1	766
Section I – Le consentement à l'adoption	1165	766
Section II – La procédure d'adoption	1166 à 1176	766
Section III – La procédure relative à la révocation de l'adoption simple	1177 et 1178	768
Section IV – Dispositions communes	1178-1	768
Chapitre IX – L'autorité parentale	1179 à 1210-6	768
Section I – L'exercice de l'autorité parentale	1179 à 1180-3	768
Section II – L'assistance éducative	1181 à 1200-1	769
Section II bis – La mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial	1200-2 à 1200-13	777
Section III – Délégation, retrait total et partiel de l'autorité parentale	1201 à 1210	779
Section IV – Dispositions relatives à l'administrateur <i>ad hoc</i>	1210-1 à 1210-3	780
Section V – Le déplacement illicite international d'enfants	1210-4 à 1210-6	780
Chapitre X – La protection juridique des mineurs et des majeurs	1211 à 1261-1	781
Section I – Dispositions relatives aux mesures judiciaires	1211 à 1257	781
<i>Sous-section 1 – Dispositions générales</i>	1211 à 1216	781
<i>Sous-section 2 – La procédure devant le juge des tutelles</i>	1217 à 1233	783
<i>Sous-section 3 – Le conseil de famille</i>	1234 à 1238	787
<i>Sous-section 4 – L'appel</i>	1239 à 1247	789
<i>Sous-section 5 – La sauvegarde de justice</i>	1248 à 1252-1	792
<i>Sous-section 6 – La curatelle et la tutelle</i>	1253 à 1257	794
Section II – Dispositions relatives au mandat de protection future	1258 à 1260	794
Section III – Dispositions applicables aux pupilles de l'État	1261 et 1261-1	797
Chapitre XI – La mesure d'accompagnement judiciaire	1262 à 1263	797
Chapitre XII – Les actions en matière de discriminations	1263-1	798
TITRE II – LES BIENS	1264 à 1281-19	798
Chapitre I – Les actions possessoires	1264 à 1267	798

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Chapitre II – La reddition de compte et la liquidation des fruits	1268 et 1269	806
Chapitre III – Les baux passés par les usufruitiers avec autorisation de justice	1270	806
Chapitre IV – La vente des Immeubles et des fonds de commerce appartenant à des mineurs en tutelle ou à des majeurs en tutelle	1271 à 1281	806
Chapitre V – La distribution des deniers en dehors de toute procédure d'exécution	1281-1 à 1281-12	809
Chapitre VI – La purge des hypothèques et privilèges par le tiers détenteur	1281-13 à 1281-19	810
TITRE III – LES RÉGIMES MATRIMONIAUX LES SUCCESSIONS ET LES LIBÉRALITÉS	1286 à 1381	811
Chapitre I – Les droits des époux et les régimes matrimoniaux	1286 à 1303-6	811
Section I – Les autorisations et les habilitations	1286 à 1289-2	811
Sous-section 1 – La procédure devant le juge aux affaires familiales	1287 et 1288	812
Sous-section 2 – La procédure devant le juge des tutelles	1289 à 1289-2	812
Section II – Les mesures urgentes	1290	813
Section III – Les transferts judiciaires d'administration et la liquidation anticipée de la créance de participation	1291	813
Section IV – La séparation judiciaire de biens	1292 à 1299	813
Section V – Le changement de régime matrimonial	1300 à 1303	814
Section VI – La publicité en matière internationale	1303-1 à 1303-6	815
Chapitre II – Les successions et les libéralités	1304 à 1381	817
Section I – Les mesures conservatoires prises après l'ouverture d'une succession	1304 à 1327	817
Sous-section 1 – Les scellés	1304 à 1322	817
Sous-section 2 – Autres mesures conservatoires	1323 à 1325	821
Sous-section 3 – Dispositions communes	1326 et 1327	822
Section II – L'inventaire	1328 à 1333	822
Section III – L'option successorale	1334 à 1341	823
Sous-section 1 – L'acceptation à concurrence de l'actif net	1334 à 1338	823
Sous-section 2 – La renonciation	1339 et 1340	824
Sous-section 3 – L'option du conjoint survivant	1341	824
Section IV – Les successions vacantes et les successions en déshérence	1342 à 1354	824
Sous-section 1 – Les successions vacantes	1342 à 1353	824
Sous-section 2 – Les successions en déshérence	1354	825
Section V – Le mandataire successoral désigné en justice	1355 à 1357	825
Section VI – Le partage	1358 à 1378	826
Sous-section 1 – Le partage amiable	1358	826
Sous-section 2 – Le partage judiciaire	1359 à 1378	826
Section VII – Dispositions communes	1379 à 1381	828
TITRE IV – LES OBLIGATIONS ET LES CONTRATS	1382 à 1441-4	828
Chapitre I – La procédure européenne de règlement des petits litiges	1382 à 1404	828
Chapitre II – Les procédures d'injonction	1405 à 1425-9	829
Section I – L'injonction de payer	1405 à 1424	829
Section II – L'injonction de payer européenne	1424-1 à 1424-15	839

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Section III – Les frais des procédures d'injonction de payer et d'injonction européenne de payer devant le tribunal de commerce	1425	841
Section IV – L'injonction de faire	1425-1 à 1425-9	841
Chapitre III – Les offres de paiement et la consignation	1426 à 1429	842
Chapitre IV – La reconstitution d'actes détruits	1430 à 1434	844
Chapitre V – La délivrance de copies d'actes et de registres	1435 à 1441	844
Chapitre VI – Le contentieux de la passation des contrats de droit privé de la commande publique	1441-1 à 1441-3	845
Chapitre VII – La transaction	1441-4	846
LIVRE QUATRIÈME – L'ARBITRAGE	1442 à 1507	849
TITRE PREMIER – LES CONVENTIONS D'ARBITRAGE	1442 à 1459	850
Chapitre I – La clause compromissoire	1442 à 1446	853
Chapitre II – Le compromis	1447 à 1450	869
Chapitre III – Règles communes	1451 à 1459	872
TITRE II – L'INSTANCE ARBITRALE	1460 à 1468	885
TITRE III – LA SENTENCE ARBITRALE	1469 à 1480	892
TITRE IV – LES VOIES DE RECOURS	1481 à 1491	902
TITRE V – L'ARBITRAGE INTERNATIONAL	1492 à 1497	916
TITRE VI – LA RECONNAISSANCE, L'EXÉCUTION FORCÉE ET LES VOIES DE RECOURS À L'ÉGARD DES SENTENCES ARBITRALES RENDUES À L'ÉTRANGER OU EN MATIÈRE D'ARBITRAGE INTERNATIONAL	1498 à 1507	926
Chapitre I – La reconnaissance et l'exécution forcée des sentences arbitrales rendues à l'étranger ou en matière d'arbitrage international	1498 à 1500	927
Chapitre II – Les voies de recours contre les sentences arbitrales rendues à l'étranger ou en matière d'arbitrage international	1501 à 1507	929
LIVRE CINQUIÈME – LES VOIES D'EXÉCUTION	Néant	943
LIVRE SIXIÈME – DISPOSITIONS RELATIVES À L'OUTRE-MER	1508 à 21	945
TITRE PREMIER – DISPOSITIONS APPLICABLES À MAYOTTE	1508 à 1511-1	945
TITRE II – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÎLES WALLIS-ET-FUTUNA	1512 à 21	946
Annexes .....	.....	949
Chapitre I – Dispositions particulières à la matière gracieuse	2 à 30-15	949
Section I – Dispositions communes	2 à 10	949
Section II – Dispositions propres à certaines matières	11 à 30-15	951
Sous-section 1 – Affaires de tutelle et de succession	11 à 20	951
Sous-section 2 – Affaires de partage judiciaire et de vente judiciaire	21 à 23	952
Sous-section 3 – Affaires de registres	24 à 30	952
Sous-section 4 – Dispositions particulières au registre des associations	30-1 à 30-15	952
Chapitre II – Dispositions particulières au tribunal de grande instance	31 à 35	954
Chapitre III – Dispositions particulières au tribunal d'instance et la juridiction de proximité	36 et 36-1	955

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Chapitre IV – Dispositions particulières à la matière commerciale	37 à 40	956
Chapitre V – Dispositions particulières à la matière prud'homale	41	956
Chapitre VI – Dispositions particulières à la déclaration d'appel	42	956
Chapitre VII – Dispositions diverses	43 à 21	956
- CODE DE PROCÉDURE CIVILE (ANCIEN)		967

CODE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE

PARTIE LÉGISLATIVE 971

LIVRE PREMIER – DISPOSITIONS COMMUNES AUX JURIDICTIONS

JUDICIAIRES	L. 111-1 à L. 141-3	977
-------------------	---------------------------	-----

TITRE I – PRINCIPES GÉNÉRAUX	L. 111-1 à L. 111-12	977
------------------------------------	----------------------------	-----

Chapitre Unique –	L. 111-1 à L. 111-12	977
-------------------------	----------------------------	-----

TITRE II – RÈGLES GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE FONCTIONNEMENT	L. 121-1 à L. 123-2	979
---	---------------------------	-----

Chapitre I – Les juges	L. 121-1 à L. 121-4	979
------------------------------	---------------------------	-----

Section I – Composition des juridictions	L. 121-1 et L. 121-2	979
--	----------------------------	-----

Section II – Le service juridictionnel	L. 121-3 et L. 121-4	979
--	----------------------------	-----

Chapitre II – Le ministère public	L. 122-1 à L. 122-4	979
---	---------------------------	-----

Section I – Organisation	L. 122-1 à L. 122-3	979
--------------------------------	---------------------------	-----

Section II – Fonctionnement	L. 122-4	980
-----------------------------------	----------------	-----

Chapitre III – Le greffe	L. 123-1 et L. 123-2	980
--------------------------------	----------------------------	-----

Chapitre IV – Siège et ressort des juridictions	980
---	-------	-----

TITRE III – MAISONS DE JUSTICE ET DU DROIT	980
--	-------	-----

TITRE IV – RESPONSABILITÉ DU FAIT DU FONCTIONNEMENT DU SERVICE DE LA JUSTICE	L. 141-1 à L. 141-3	980
--	---------------------------	-----

Chapitre unique –	L. 141-1 à L. 141-3	981
-------------------------	---------------------------	-----

LIVRE DEUXIÈME – JURIDICTIONS DU PREMIER DEGRÉ	L. 211-1 à L. 261-1	987
--	---------------------------	-----

TITRE I – LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE	L. 211-1 à L. 215-2	987
--	---------------------------	-----

Chapitre I – Institution et compétence	L. 211-1 à L. 211-14	987
--	----------------------------	-----

Section I – Compétence matérielle	L. 211-3 à L. 211-14	987
---	----------------------------	-----

Sous-section 1 – Compétence commune à tous les tribunaux de grande instance	L. 211-3 à L. 211-9	987
---	---------------------------	-----

Sous-section 2 – Compétence particulière à certains tribunaux de grande instance	L. 211-10 à L. 211-14	993
--	-----------------------------	-----

Section II – Compétence territoriale	993
--	-------	-----

Chapitre II – Organisation et fonctionnement	L. 212-1 à L. 212-6	994
--	---------------------------	-----

Section I – Le service juridictionnel	L. 212-1 à L. 212-5	994
---	---------------------------	-----

Section II – Le parquet	L. 212-6	994
-------------------------------	----------------	-----

Section III – Le greffe	994
-------------------------------	-------	-----

Section IV – Les chambres détachées	994
---	-------	-----

Section V – Les assemblées générales	994
--	-------	-----

Chapitre III – Fonctions particulières	L. 213-1 à L. 213-11	994
--	----------------------------	-----

Section I – Fonctions particulières exercées en matière civile	L. 213-1 à L. 213-8	994
--	---------------------------	-----

Sous-section 1 – Le président du Tribunal de grande instance	L. 213-1 et L. 213-2	994
--	----------------------------	-----

Sous-section 2 – Le juge de la mise en état	995
---	-------	-----

Sous-section 3 – Le juge aux affaires familiales	L. 213-3 à L. 213-4	995
--	---------------------------	-----

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Sous-section 4 – Le juge de l'exécution	L. 213-5 à L. 213-7	996
Sous-section 5 – Le juge des libertés et de la détention	L. 213-8	1004
Section II – Fonctions particulières exercées en matière pénale	L. 213-9 à L. 213-11	1004
Chapitre IV – La Commission d'indemnisation des victimes d'infractions .	L. 214-1 et L. 214-2	1005
Chapitre V – Dispositions particulières aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	L. 215-1 et L. 215-2	1005
TITRE II – LE TRIBUNAL D'INSTANCE	L. 221-1 à L. 223-8	1005
Chapitre I – Institution et compétence	L. 221-1 à L. 221-10	1005
Section I – Compétence matérielle	L. 221-4 à L. 221-10	1006
Sous-section 1 – Compétence civile du tribunal d'instance	L. 221-4 et L. 221-5	1006
Sous-section 2 – Compétence du juge du tribunal d'instance	L. 221-6 à L. 221-8	1007
Sous-section 3 – Compétence du juge des tutelles	L. 221-9	1007
Sous-section 4 – Compétence du tribunal de police	L. 221-10	1007
Section II – Compétence territoriale .....	.....	1007
Chapitre II – Organisation et fonctionnement	L. 222-1 à L. 222-3	1007
Section I – Le service juridictionnel	L. 222-1 et L. 222-2	1007
Section II – Le ministère public	L. 222-3	1008
Section III – Le greffe .....	.....	1008
Section IV – Les assemblées générales .....	.....	1008
Chapitre III – Dispositions particulières aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	L. 223-1 à L. 223-8	1008
TITRE III – LA JURIDICTION DE PROXIMITÉ	L. 231-1 à L. 232-3	1009
Chapitre I – Institution et compétence	L. 231-1 à L. 231-6	1009
Section I – Compétence civile	L. 231-3 à L. 231-5	1010
Section II – Compétence pénale	L. 231-6	1010
Chapitre II – Organisation et fonctionnement	L. 232-1 à L. 232-3	1010
Section I – Le service juridictionnel	L. 232-1 et L. 232-2	1010
Section II – Le ministère public	L. 232-3	1011
Section III – Le greffe .....	.....	1011
Section IV – Les assemblées générales .....	.....	1011
TITRE IV – LA COUR D'ASSISES	L. 241-1	1011
Chapitre unique –	L. 241-1	1011
TITRE V – LES JURIDICTIONS DES MINEURS	L. 251-1 à L. 254-1	1011
Chapitre I – Le tribunal pour enfants	L. 251-1 à L. 251-6	1011
Section I – Institution et compétence	L. 251-1 et L. 251-2	1011
Section II – Organisation et fonctionnement	L. 251-3 à L. 251-6	1012
Chapitre II – Le juge des enfants	L. 252-1 à L. 252-5	1012
Chapitre III – Dispositions communes au tribunal pour enfants et au juge des enfants .....	.....	1012
Chapitre IV – La Cour d'assises des mineurs	L. 254-1	1012
TITRE VI – AUTRES JURIDICTIONS D'ATTRIBUTION	L. 261-1	1013
Chapitre unique –	L. 261-1	1013

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
LIVRE TROISIÈME – JURIDICTIONS DU SECOND DEGRÉ	L. 311-1 à L. 331-1	1015
TITRE I – LA COUR D'APPEL	L. 311-1 à L. 313-2	1015
Chapitre I – Compétence	L. 311-1 à L. 311-14	1015
Section I – Dispositions générales	L. 311-1	1015
Section II – Dispositions particulières	L. 311-2 à L. 311-6	1015
Section III – Dispositions relatives au premier président	L. 311-7 et L. 311-7-1	1016
Section IV – Dispositions particulières à certaines chambres de la cour d'appel	L. 311-8 et L. 311-9	1016
Section V – Dispositions particulières à certaines cours d'appel	L. 311-10 à L. 311-14	1016
Chapitre II – Organisation et fonctionnement	L. 312-1 à L. 312-7	1018
Section I – Les formations de la cour d'appel	L. 312-1 à L. 312-6-1	1018
Sous-section 1 – Dispositions générales	L. 312-1 à L. 312-3	1018
Sous-section 2 – Dispositions particulières à certaines formations	L. 312-4 à L. 312-6-1	1018
Section II – Le parquet général	L. 312-7	1019
Section III – Le greffe		1019
Section IV – La chambre détachée de Cayenne		1019
Section V – Les assemblées générales		1019
Chapitre III – Dispositions particulières aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	L. 313-1 et L. 313-2	1019
TITRE II – LA COUR D'ASSISES STATUANT EN APPEL	L. 321-1	1019
Chapitre unique –	L. 321-1	1019
TITRE III – LA COUR NATIONALE DE L'INCAPACITÉ ET DE LA TARIFICATION DE L'ASSURANCE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL	L. 331-1	1020
Chapitre unique –	L. 331-1	1020
LIVRE QUATRIÈME – LA COUR DE CASSATION	L. 411-1 à LO 461-2	1021
TITRE I – INSTITUTION ET COMPÉTENCE	L. 411-1 à L. 411-4	1021
Chapitre unique –	L. 411-1 à L. 411-4	1021
TITRE II – ORGANISATION	L. 421-1 à L. 421-8	1022
Chapitre unique –	L. 421-1 à L. 421-8	1022
TITRE III – FONCTIONNEMENT	L. 431-1 à L. 432-5	1023
Chapitre I – Les chambres de la Cour	L. 431-1 à L. 431-10	1023
Section I – Dispositions générales	L. 431-1 à L. 431-4	1023
Section II – Dispositions particulières aux chambres mixtes et à l'assemblée plénière	L. 431-5 à L. 431-10	1024
Chapitre II – Le parquet général	L. 432-1 à L. 432-5	1024
Chapitre III – Le service de documentations et d'études		1025
Chapitre IV – Le greffe		1025
Chapitre V – Les assemblées générales		1025
TITRE IV – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES EN CAS DE SAISINE POUR AVIS DE LA COUR DE CASSATION	L. 441-1 à L. 441-4	1025
Chapitre unique –	L. 441-1 à L. 441-4	1025

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
TITRE V – JURIDICTIONS ET COMMISSIONS PLACÉES AUPRÈS DE LA COUR DE CASSATION	L. 451-1 et L. 451-2	1026
Chapitre unique	L. 451-1 et L. 451-2	1026
TITRE VI – QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ	LO 461-1 et LO 461-2	1027
LIVRE CINQUIÈME – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, À MAYOTTE, À WALLIS-ET-FUTUNA, AUX TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES, À LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET À LA NOUVELLE-CALÉDONIE	L. 511-1 à L. 563-1	1029
TITRE PREMIER – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	L. 511-1 à L. 513-11	1029
Chapitre I – Dispositions générales	L. 511-1	1029
Chapitre II – Des fonctions judiciaires	L. 512-1 à L. 512-4	1029
Chapitre III – Des juridictions	L. 513-1 à L. 513-11	1030
Section I – Le tribunal de première instance	L. 513-1 à L. 513-5-1	1030
Section II – Le tribunal supérieur d'appel	L. 513-6 à L. 513-11	1031
TITRE II – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À MAYOTTE	L. 521-1 à L. 523-1	1031
Chapitre I – Dispositions générales	L. 521-1 et L. 521-2	1031
Chapitre II – Des juridictions	L. 522-1 à L. 522-36	1032
Section I – Le tribunal de première instance	L. 522-1 à L. 522-10-1	1032
Section II – Le tribunal supérieur d'appel	L. 522-11 à L. 522-27	1033
Section III – La juridiction de proximité	L. 522-28 à L. 522-32	1034
Section IV – Les juridictions des mineurs	L. 522-33 et L. 522-34	1035
Section V – La cour criminelle	L. 522-35 et L. 522-36	1035
Chapitre III – Du greffe	L. 523-1	1035
TITRE III – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À WALLIS-ET-FUTUNA	L. 531-1 à L. 533-1	1036
Chapitre I – Dispositions générales	L. 531-1 et L. 531-2	1036
Chapitre II – Des juridictions	L. 532-1 à L. 532-28	1036
Section I – Le tribunal de première instance	L. 532-1 à L. 532-18	1036
Section II – La juridiction de proximité	L. 532-19 à L. 532-24	1038
Section III – Les juridictions des mineurs	L. 532-25 et L. 532-26	1038
Section IV – La Cour d'assises	L. 532-27 et L. 532-28	1038
Chapitre III – Du greffe	L. 533-1	1038
TITRE IV – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES		1039
TITRE V – DISPOSITIONS APPLICABLES À LA POLYNÉSIE FRANÇAISE	L. 551-1 à L. 553-1	1039
Chapitre I – Dispositions générales	L. 551-1 et L. 551-2	1039
Chapitre II – Des juridictions	L. 552-1 à L. 552-21	1039
Section I – Le tribunal de première instance	L. 552-1 à L. 552-9	1039
Section II – La cour d'appel	L. 552-10 à L. 552-12	1040
Section III – La juridiction de proximité	L. 552-13 à L. 552-18	1040
Section IV – Les juridictions des mineurs	L. 552-19	1041

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Section V – La Cour d'assises	L. 552-20 et L. 552-21	1041
Chapitre III – Du greffe	L. 553-1	1041
TITRE VI – DISPOSITIONS APPLICABLES À LA NOUVELLE-CALÉDONIE	L. 561-1 à L. 563-1	1041
Chapitre I – Dispositions générales	L. 561-1 et L. 561-2	1041
Chapitre II – Des juridictions	L. 562-1 à L. 562-37	1042
Section I – Le tribunal de première instance	L. 562-1 à L. 562-24-1	1042
Section II – La cour d'appel	L. 562-25 à L. 562-28	1044
Section III – La juridiction de proximité	L. 562-29 à L. 562-34	1044
Section IV – Les juridictions des mineurs	L. 562-35	1045
Section V – La Cour d'assises	L. 562-36 et L. 562-37	1045
Chapitre III – Du greffe	L. 563-1	1045

PARTIE RÉGLEMENTAIRE1049

LIVRE PREMIER – DISPOSITIONS COMMUNES AUX JURIDICTIONS JUDICIAIRES

JUDICIAIRES	R. 111-1 à R. 131-11	1057
TITRE I – PRINCIPES GÉNÉRAUX	R. 111-1 à R. 111-7	1057
Chapitre unique –	R. 111-1 à R. 111-7	1057
TITRE II – RÈGLES GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE FONCTIONNEMENT.	R. 121-1 à R. 124-2	1058
Chapitre I – Les juges	R. 121-1 à R. 121-5	1058
Section I – Composition des juridictions .....	.....	1058
Section II – Le service juridictionnel	R. 121-1 à R. 121-5	1058
Chapitre II – Le ministère public	R. 122-1 à R. 122-5	1059
Section I – Organisation	R. 122-1	1059
Section II – Fonctionnement	R. 122-2 à R. 122-5	1059
Chapitre III – Le greffe	R. 123-1 à R. 123-25	1059
Section I – Organisation	R. 123-1 et R. 123-2	1059
Section II – Fonctionnement	R. 123-3 à R. 123-19	1060
Section III – Régies	R. 123-20 à R. 123-25	1062
Chapitre IV – Siège et ressort des juridictions	R. 124-1 et R. 124-2	1063
TITRE III – MAISONS DE JUSTICE ET DU DROIT	R. 131-1 à R. 131-11	1063
Chapitre unique –	R. 131-1 à R. 131-11	1063
TITRE IV – RESPONSABILITÉ DU FAIT DU FONCTIONNEMENT DU SERVICE DE LA JUSTICE .....	.....	1068

LIVRE DEUXIÈME – JURIDICTIONS DU PREMIER DEGRÉ

TITRE I – LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE	D. 211-1 à R. 215-2	1069
Chapitre I – Institution et compétence	D. 211-1 à R. 211-13	1069
Section I – Compétence matérielle	R. 211-3 à 211-10-2	1136
Sous-section 1 – Compétence commune à tous les tribunaux de grande instance	R. 211-3 et R. 211-4	1136
Sous-section 2 – Compétence particulière à certains tribunaux de grande instance	D. 211-5 à 211-10-2	1138

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Section II – Compétence territoriale	R. 211-11 à R. 211-13	1154
Chapitre II – Organisation et fonctionnement	R. 212-1 à R. 212-59	1155
Section I – Le service juridictionnel	R. 212-3 à R. 212-11	1155
Section II – Le parquet	R. 212-12 à R. 212-15	1157
Section III – Le greffe	R. 212-16 et R. 212-17	1158
Section IV – Les chambres détachées	R. 212-18 à R. 212-21	1158
Section V – Les assemblées générales	R. 212-22 à R. 212-57	1158
Sous-section 1 – Dispositions communes aux différentes formations de l'assemblée générale	R. 212-23 à R. 212-33	1159
Sous-section 2 – L'assemblée des magistrats du siège	R. 212-34 à R. 212-37	1160
Sous-section 3 – L'assemblée des magistrats du parquet	R. 212-38 à R. 212-40	1161
Sous-section 4 – L'assemblée des magistrats du siège et du parquet	R. 212-41 à R. 212-44	1161
Sous-section 5 – Les assemblées des fonctionnaires du greffe et du secrétariat de parquet autonome	R. 212-45 à R. 212-48	1162
Sous-section 6 – L'assemblée plénière des magistrats et des fonctionnaires	R. 212-49 et R. 212-50	1163
Sous-section 7 – La commission permanente	R. 212-51 à R. 212-54	1163
Sous-section 8 – La commission restreinte	R. 212-55 à R. 212-57	1164
Section VI – Administration et inspection des juridictions du ressort du Tribunal de grande instance	R. 212-58 et R. 212-59	1164
Chapitre III – Fonctions particulières	R. 213-1 à R. 213-13	1164
Section I – Fonctions particulières exercées en matière civile	R. 213-1 à R. 213-12	1164
Sous-section 1 – Le président du tribunal de grande instance	R. 213-1 à R. 213-6	1164
Sous-section 2 – Le juge de la mise en état	R. 213-7	1166
Sous-section 3 – Le juge aux affaires familiales	R. 213-8 et R. 213-9	1166
Sous-section 4 – Le juge de l'exécution	R. 213-10 à R. 213-12	1166
Section II – Fonctions particulières exercées en matière pénale	R. 213-13	1166
Chapitre IV – La Commission d'indemnisation des victimes d'infractions	R. 214-1 à R. 214-6	1166
Chapitre V – Dispositions particulières aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	R. 215-1 et R. 215-2	1167
TITRE II – LE TRIBUNAL D'INSTANCE	D. 221-1 à R. 224-1	1168
Chapitre I – Institution et compétence	D. 221-1 à R. 221-52	1168
Section I – Compétence matérielle	R. 221-3 à R. 221-45	1183
Sous-section 1 – Compétence civile du tribunal d'instance	R. 221-3 à R. 221-40	1183
Sous-section 2 – Compétence du juge du tribunal d'instance	R. 221-41 à R. 221-45	1197
Section II – Compétence territoriale	R. 221-46 à R. 221-52	1198
Chapitre II – Organisation et fonctionnement	R. 222-1 à R. 222-38	1199
Section I – Le service juridictionnel	R. 222-1 à R. 222-4	1199
Section II – Le ministère public .....	.....	1200
Section III – Le greffe	R. 222-5 à R. 222-9	1200
Section IV – Les assemblées générales	R. 222-10 à R. 222-38	1205
Sous-section 1 – Dispositions communes aux différentes formations de l'assemblée générale	R. 222-11 à R. 222-21	1205
Sous-section 2 – L'assemblée des magistrats du siège	R. 222-22 et R. 222-23	1207
Sous-section 3 – L'assemblée des magistrats du siège et du parquet	R. 222-24 à R. 222-27	1207

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
<i>Sous-section 4 - L'assemblée des fonctionnaires du greffe</i>	R. 222-28 et R. 222-29	1207
<i>Sous-section 5 - L'assemblée plénière des magistrats et des fonctionnaires</i>	R. 222-30 et R. 222-31	1208
<i>Sous-section 6 - La commission permanente</i>	R. 222-32 à R. 222-35	1208
<i>Sous-section 7 - La commission restreinte</i>	R. 222-36 à R. 222-38	1209
Chapitre III - Dispositions particulières aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	R. 223-1 à R. 223-13	1209
Section I - Institution et compétence	R. 223-1 et D. 223-2	1209
Section II - Organisation et fonctionnement	D. 223-3 à R. 223-13	1210
Sous-section 1 - Le livre foncier	D. 223-3 à D. 223-9	1210
Sous-section 2 - Le greffe	R. 223-10 à R. 223-13	1211
Chapitre IV - Dispositions particulières aux départements d'Outre mer ..	R. 224-1	1212
TITRE III - LA JURIDICTION DE PROXIMITÉ	D. 231-1 à R. 232-10	1212
Chapitre I - Institution et compétence	D. 231-1 à R. 231-6	1212
Section I - Compétence matérielle	R. 231-3 à R. 231-5	1212
Sous-section 1 - Compétence civile	R. 231-3 à R. 231-5	1212
Sous-section 2 - Compétence pénale .....	.....	1213
Section II - Compétence territoriale	R. 231-6	1213
Chapitre II - Organisation et fonctionnement	R. 232-1 à R. 232-10	1213
Section I - Le service juridictionnel	R. 232-3	1213
Section II - Le ministère public .....	.....	1214
Section III - Le greffe	R. 232-4	1214
Section IV - Les assemblées générales	R. 232-5 à R. 232-10	1214
Sous-section 1 - Dispositions communes aux différentes formations de l'assemblée générale	R. 232-6	1214
Sous-section 2 - L'assemblée des juges de proximité	R. 232-7 et R. 232-8	1214
Sous-section 3 - L'assemblée des juges de proximité et des magistrats du parquet	R. 232-9 et R. 232-10	1214
TITRE IV - LA COUR D'ASSISES .....	.....	1215
TITRE V - LES JURIDICTIONS DES MINEURS	D. 251-1 à R. 253-1	1215
Chapitre I - Le tribunal pour enfants	D. 251-1 à R. 251-13	1215
Section I - Institution et compétence	D. 251-1	1215
Section II - Organisation et fonctionnement	D. 251-2 à R. 251-13	1225
Chapitre II - Le juge des enfants	R. 252-1 et R. 252-2	1227
Section I - Institution et compétence	R. 252-1 et R. 252-2	1227
Section II - Organisation et fonctionnement .....	.....	1228
Chapitre III - Dispositions communes au tribunal pour enfant et au juge des enfants	R. 253-1	1228
Chapitre IV - La Cour d'assises des mineurs .....	.....	1228
TITRE VI - AUTRES JURIDICTIONS D'ATTRIBUTION .....	.....	1228
LIVRE TROISIÈME - JURIDICTIONS DU SECOND DEGRÉ	D. 311-1 à R. 313-3	1229
TITRE I - LA COUR D'APPEL	D. 311-1 à R. 313-3	1229
Chapitre I - Compétence	D. 311-1 à D. 311-11	1229

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Section I – Dispositions générales	D. 311-1 à R. 311-3	1229
Section II – Dispositions particulières .....	.....	1229
Section III – Dispositions relatives au premier président	R. 311-4 et R. 311-5	1229
Section IV – Dispositions particulières à certaines chambres de la cour d'appel	R. 311-6 et R. 311-7	1230
Section V – Dispositions particulières à certaines cours d'appel	D. 311-8 à D. 311-11	1230
Chapitre II – Organisation et fonctionnement	R. 312-1 à R. 312-82	1234
Section I – Les formations de la cour d'appel	R. 312-1 à R. 312-13	1234
Sous-section 1 – Dispositions générales	R. 312-1 à R. 312-8	1234
Sous-section 2 – Dispositions particulières à certaines formations ...	R. 312-9 à R. 312-13	1235
Section II – Le parquet général	R. 312-14 à R. 312-18	1236
Section III – Le greffe	R. 312-19	1236
Section IV – La chambre détachée de Cayenne	D. 312-20 à R. 312-26	1236
Section V – Les assemblées générales	R. 312-27 à R. 312-64	1237
Sous-section 1 – Dispositions communes aux différentes formations de l'assemblée générale	R. 312-28 à R. 312-38	1237
Sous-section 2 – L'assemblée des magistrats du siège	R. 312-39 à R. 312-44	1238
Sous-section 3 – L'assemblée des magistrats du parquet	R. 312-45 à R. 312-47	1239
Sous-section 4 – L'assemblée des magistrats du siège et du parquet ..	R. 312-48 à R. 312-51	1239
Sous-section 5 – L'assemblée des fonctionnaires du greffe	R. 312-52 à R. 312-55	1240
Sous-section 6 – L'assemblée plénière des magistrats et des fonctionnaires	R. 312-56 et R. 312-57	1241
Sous-section 7 – La commission permanente	R. 312-58 à R. 312-61	1241
Sous-section 8 – La commission restreinte	R. 312-62 à R. 312-64	1242
Section VI – Administration et inspection des juridictions du ressort de la cour d'appel	R. 312-65 à R. 312-69	1242
Section VII – Le service administratif régional	R. 312-70 à R. 312-82	1243
Sous-section 1 – Missions	R. 312-70	1243
Sous-section 2 – Organisation et fonctionnement	R. 312-71 à R. 312-76	1243
Sous-section 3 – Assemblée des membres du service administratif régional	R. 312-77 à R. 312-82	1244
Chapitre III – Dispositions particulières aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	D. 313-1 à R. 313-3	1244
TITRE II – LA COUR D'ASSISES STATUANT EN APPEL .....	.....	1245
TITRE III – LA COUR NATIONALE DE L'INCAPACITÉ ET DE LA TARIFICATION DE L'ASSURANCE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL .....	.....	1245
LIVRE QUATRIÈME – LA COUR DE CASSATION	R. 411-1 à R. 461-5	1247
TITRE I – INSTITUTION ET COMPÉTENCE	R. 411-1 à R. 411-7	1247
Chapitre unique –	R. 411-1 à R. 411-7	1247
TITRE II – ORGANISATION	R. 421-1 à R. 421-10	1248
Chapitre unique –	R. 421-1 à R. 421-10	1248
TITRE III – FONCTIONNEMENT	R. 431-1 à R. 435-3	1250
Chapitre I – Les chambres de la cour	R. 431-1 à R. 431-14	1250

CODÉ DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Section I – Dispositions générales	R. 431-1 à R. 431-10	1250
Section II – Dispositions particulières aux chambres mixtes et à l'assemblée plénière	R. 431-11 à R. 431-14	1251
Chapitre II – Le parquet général	R. 432-1 à R. 432-4	1251
Chapitre III – Le service de documentation et d'études	R. 433-1 à R. 433-4	1252
Chapitre IV – Le greffe	R. 434-1 et R. 434-2	1252
Chapitre V – Les assemblées générales	R. 435-1 à R. 435-3	1253
TITRE IV – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES EN CAS DE SAISINE POUR AVIS DE LA COUR DE CASSATION	R. 441-1	1253
Chapitre unique –	R. 441-1	1253
TITRE V – JURIDICTIONS ET COMMISSIONS PLACÉES AUPRÈS DE LA COUR DE CASSATION .....	.....	1253
TITRE VI – QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ	R. 461-1 à R. 461-5	1254
LIVRE CINQUIÈME – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, À MAYOTTE, À WALLIS-ET-FUTUNA, AUX TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES, À LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET À LA NOUVELLE-CALÉDONIE	R. 511-1 à R. 563-4	1255
TITRE I – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	R. 511-1 à R. 513-12	1255
Chapitre I – Dispositions générales	R. 511-1	1255
Chapitre II – Des fonctions judiciaires	R. 512-1 à R. 512-7	1255
Chapitre III – Des juridictions	R. 513-1 à R. 513-12	1256
Section I – Le tribunal de première instance	R. 513-1 à R. 513-6	1256
Sous-section 1 – Compétence	R. 513-1	1256
Sous-section 2 – Organisation et fonctionnement	R. 513-2 à R. 513-6	1256
Section II – Le tribunal supérieur d'appel	R. 513-7 à R. 513-12	1257
TITRE II – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À MAYOTTE	R. 521-1 à R. 523-2	1257
Chapitre I – Dispositions générales	R. 521-1 et R. 521-2	1257
Chapitre II – Des juridictions	D. 522-1 à R. 522-24	1258
Section I – Le tribunal de première instance	D. 522-1 à R. 522-9	1258
Sous-section 1 – Institution et compétence	D. 522-1 à R. 522-3	1258
Sous-section 2 – Organisation et fonctionnement	R. 522-4 à R. 522-9	1258
Section II – Le tribunal supérieur d'appel	D. 522-10 à R. 522-21	1259
Sous-section 1 – Institution et compétence	D. 522-10	1259
Sous-section 2 – Organisation et fonctionnement	R. 522-11 à R. 522-21	1259
Section III – La juridiction de proximité	D. 522-22 à R. 522-24	1260
Section IV – Les juridictions des mineurs .....	.....	1260
Section V – La cour criminelle .....	.....	1260
Chapitre III – Du greffe	R. 523-1 et R. 523-2	1260
TITRE III – DISPOSITIONS APPLICABLES À WALLIS-ET-FUTUNA	R. 531-1 à R. 533-4	1260
Chapitre I – Dispositions générales	R. 531-1 et R. 531-2	1260
Chapitre II – Des juridictions	D. 532-1 à R. 532-24	1261
Section I – Le tribunal de première instance	D. 532-2 à R. 532-23	1261

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
<i>Sous-section 1 – Institution et compétence</i>	D. 532-2 à D. 532-7	1261
<i>Sous-section 2 – Organisation et fonctionnement</i>	R. 532-8 à R. 532-22	1261
<i>Sous-section 3 – La commission d'indemnisation des victimes d'infractions</i>	R. 532-23	1263
Section II – La juridiction de proximité .....	.....	1263
Section III – Les juridictions des mineurs	R. 532-24	1263
Section IV – La Cour d'assises .....	.....	1263
Chapitre III – Du greffe	R. 533-1 à R. 533-4	1263
TITRE IV – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES	R. 541-1	1264
Chapitre unique –	R. 541-1	1264
TITRE V – DISPOSITIONS APPLICABLES À LA POLYNÉSIE FRANÇAISE	R. 551-1 à R. 553-4	1264
Chapitre I – Dispositions générales	R. 551-1 et R. 551-2	1264
Chapitre II – Des juridictions	D. 552-1 à R. 552-35	1264
Section I – Le tribunal de première instance	D. 552-1 à R. 552-22	1264
<i>Sous-section 1 – Institution et compétence</i>	D. 552-1 à D. 552-7	1264
<i>Sous-section 2 – Organisation et fonctionnement</i>	R. 552-8 à R. 552-22	1265
Section II – La cour d'appel	R. 552-23 à R. 552-27	1266
<i>Sous-section 1 – Institution et compétence</i>	R. 552-23	1266
<i>Sous-section 2 – Organisation et fonctionnement</i>	R. 552-24 à R. 552-27	1266
Section III – La juridiction de proximité .....	.....	1267
Section IV – Les juridictions des mineurs	R. 552-28 à R. 552-30	1267
Section V – La Cour d'assises .....	.....	1267
Section VI – Le tribunal du travail	R. 552-31 à R. 552-35	1267
Chapitre III – Du greffe	R. 553-1 à R. 553-4	1268
TITRE VI – DISPOSITIONS APPLICABLES À LA NOUVELLE-CALÉDONIE	R. 561-1 à R. 563-4	1268
Chapitre I – Dispositions générales	R. 561-1 et R. 561-2	1268
Chapitre II – Des juridictions	D. 562-1 à R. 562-44	1269
Section I – Le tribunal de première instance	D. 562-1 à R. 562-31	1269
<i>Sous-section 1 – Institution et compétence</i>	D. 562-1 à D. 562-7	1269
<i>Sous-section 2 – Organisation et fonctionnement</i>	R. 562-8 à R. 562-31	1269
Section II – La cour d'appel	R. 562-32 à R. 562-36	1272
<i>Sous-section 1 – Institution et compétence</i>	R. 562-32	1272
<i>Sous-section 2 – Organisation et fonctionnement</i>	R. 562-33 à R. 562-36	1272
Section III – La juridiction de proximité .....	.....	1272
Section IV – Les juridictions des mineurs	R. 562-37 à R. 562-39	1272
Section V – La Cour d'assises .....	.....	1272
Section VI – Le tribunal du travail	R. 562-40 à R. 562-44	1273
Chapitre III – Du greffe	R. 563-1 à R. 563-4	1273

ANNEXES

- LES TRIBUNAUX DE COMMERCE	1277
Loi n° 87-550 du 16 juillet 1987 relative aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie - art. 19 ...	1277
Code de commerce - art. L. 721-1 à L. 724-7	1277
- art. L. 731-1 à L. 732-7	1284
- art. L. 741-1 à L. 743-14	1284
- art. R. 721-1	1287
- art. D. 721-2 et D. 721-3	1287
- art. R. 721-4 à R. 724-21	1287
- art. R. 731-1 à R. 731-5	1298
- art. D. 732-1	1298
- art. R. 732-2 à R. 732-6	1298
- art. R. 741-1 à R. 741-23	1299
- art. D. 741-24	1302
- art. R. 742-1 à R. 743-182	1302
- LES TRIBUNAUX PARITAIRES DES BAUX RURAUX	1337
Code rural - art. L. 491-1 à L. 493-1	1337
- art. R. 491-1 à R. 492-33	1339
- LE JUGE DE L'EXPROPRIATION	1347
Code de l'expropriation - art. L. 13-1 à L. 13-13	1347
- art. L. 13-21 à L. 13-25	1347
- art. **R. 13-1 à **R. 13-61	1348
- LES JURIDICTIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE	1351
Code de la sécurité sociale - art. L. 141-1 à L. 142-9	1351
- art. L. 144-1 à L. 144-5	1354
- art. R. 141-1 à R. 142-40	1356
- art. R. 144-1 à R. 144-11	1371
- art. R. 144-18 à R. 144-20	1374
- LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES	1383
Code du travail - art. L. 1411-1 à L. 1411-6	1383
- art. L. 1421-1 à L. 1423-16	1387
- art. L. 1442-1 à L. 1442-19	1389
- art. R. 1412-1 à R. 1412-5	1391
- art. R. 1422-1 à R. 1423-55	1392
- art. D. 1423-56 à D. 1423-72	1400
- art. D. 1442-1	1404
- art. R. 1442-2	1404
- art. D. 1442-3 à D. 1442-28	1404
- art. R. 1443-1 à R. 1443-3	1408

- DROIT EUROPÉEN ET INTERNATIONAL	1443
- Instruments de l'union européenne	1445
1 – Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 – Compétence judiciaire et exécution des décisions	1447
Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matières civile et commerciale. – art. 1 ^{er} à 68	1448
2 – Protocole de Luxembourg du 3 juin 1971 – Compétence judiciaire et exécution des décisions .	1469
Protocole de Luxembourg du 3 juin 1971 concernant l'interprétation par la Cour de justice de la Convention du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matières civile et commerciale – art. 1 ^{er} à 14	1469
3 – Convention de Bruxelles du 25 mai 1987 – Suppression de la légalisation d'actes dans les États membres	1473
Convention de Bruxelles du 25 mai 1987 relative à la suppression de la légalisation d'actes dans les États membres des Communautés européennes – art. 1 ^{er} à 10	1473
4 – Convention de Lugano du 16 septembre 1988 – Compétence judiciaire et exécution des décisions	1475
Convention de Lugano du 16 septembre 1988 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matières civile et commerciale pour les États membres de la CEE ou de l'Association européenne de libre-échange et États invités à y adhérer – art. 1 ^{er} à 68	1475
5 – Accord de Luxembourg du 15 décembre 1990 – Brevets communautaires (règlement des litiges)	1491
Accord de Luxembourg du 15 décembre 1990 en matière de brevets communautaires	1491
6 – Convention de Bruxelles du 28 mai 1998 – Compétence, reconnaissance et exécution des décisions en matière matrimoniale	1491
Convention de Bruxelles du 28 mai 1998 établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne concernant la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale	1491
7 – Règlement n° 1346/2000 du 29 mai 2000 – Procédures d'insolvabilité	1492
Règlement n° 1346/2000 du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité – art. 1 ^{er} à 47 .	1492
8 – Règlement n° 1347/2000 du 29 mai 2000 – Compétence, reconnaissance et exécution des décisions en matière matrimoniale et de responsabilité parentale	1509
Règlement n° 1347/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale des enfants communs	1509
9 – Règlement n° 1348/2000 du 29 mai 2000 – Signification et notification des actes judiciaires et extrajudiciaires	1509
Règlement n° 1348/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matières civile et commerciale – art. 1 ^{er} à 24	1510
10 – Charte n° 2000/C 634/01 du 18 décembre 2000 des droits fondamentaux de l'Union européenne	1515
Charte n° 2000/C 634/01 du 18 décembre 2000 des droits fondamentaux de l'Union européenne – art. 41	1516
– art. 43	1517
– art. 47 à 54	1517
11 – Règlement n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 – Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions	1518
Règlement n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale – art. 1 ^{er} à 76 .	1519
12 – Règlement n° 1206/2001 du 28 mai 2001 – Coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves	1575

Règlement n° 1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile et commerciale – art. 1 ^{er} à 24	1575
13 – Décision du Conseil du 28 mai 2001 – Création d'un réseau judiciaire européen	1581
Décision du Conseil du 28 mai 2001 relatif à la création d'un réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale	1581
14 – Décision de la Commission du 25 septembre 2001 – Établissement d'un manuel d'entités requises et d'un répertoire des actes susceptibles d'être notifiés ou signifiés en application du règlement n° 1348/2000	1581
Règlement de la Commission n° 2001/781/CE du 25 septembre 2001 établissant un manuel d'entités requises et un répertoire des actes susceptibles d'être notifiés ou signifiés en application du règlement n° 1348/2000	1581
15 – Règlement n° 6/2002 du 12 décembre 2001 – Dessins ou modèles communautaires ...	1582
Règlement n° 6/2002 du Conseil du 12 décembre 2001 sur les dessins ou modèles communautaires	1582
16 – Règlement n° 743/2002 du 25 avril 2002 – Cadre général communautaire d'activités en vue de faciliter la coopération judiciaire	1582
Règlement n° 743/2002 du Conseil du 25 avril 2002 établissant un cadre général communautaire d'activités en vue de faciliter la coopération judiciaire en matière civile	1582
17 – Décision de la Commission du 03 avril 2002 – Établissement d'un manuel d'entités requises et d'un répertoire des actes susceptibles d'être notifiés ou signifiés en application du règlement n° 1348/2000	1582
Décision de la Commission du 3 avril 2002 établissant un manuel d'entités requises et un répertoire des actes susceptibles d'être notifiés ou signifiés en application du règlement n° 1348/2000	1582
18 – Règlement n° 2201/2003 du 27 novembre 2003 – Compétence, reconnaissance et exécution des décisions en matière matrimoniale et de responsabilité parentale	1582
Règlement n° 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement n° 1347/2000 – art. 1 ^{er} à 72	1583
19 – Règlement n° 805/2004 du 21 avril 2004 – Création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées	1601
Règlement n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées – art. 1 ^{er} à 33	1601
20 – Règlement n° 1896/2006 du 12 décembre 2006 – Procédure européenne d'injonction de payer	1608
Règlement du Parlement européen et du Conseil n° 1896/2006 du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer – art. 1 ^{er} à 33	1611
21 – Règlement n° 861/2007 du 11 juillet 2007 – Procédure européenne de règlement des petits litiges	1619
Règlement du Parlement européen et du Conseil n° 861/2007 du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges – art. 1 à 29	1622
22 – Convention de Lugano du 30 octobre 2007 – Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions	1639
Convention de Lugano du 30 octobre 2007 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale – art. 1 ^{er} à 79	1640
23 – Règlement n° 1393/2007 du 13 novembre 2007 – Signification et notification des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale	1664
Règlement n° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale et abrogeant le règlement n° 1348/2000 du Conseil – art. 1 ^{er} à 26	1664
24 – Directive n° 2008/52/CE du 21 mai 2008 – Médiation en matière civile	1675
Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale – art. 1 à 14	1678

25 – Règlement n° 4/2009/CE du 18 décembre 2008 – Obligations alimentaires	1680
Règlement n° 4/2009/CE du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires – art. 1 ^{er} à 76	1685
<hr/>	
– CONVENTIONS DU CONSEIL DE L'EUROPE	1703
1 – Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950	1703
Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 – art. 1 ^{er} à 59	1704
2 – Autres textes	1732
Convention du 7 juin 1968 dans le domaine de l'information sur le droit étranger, Londres ...	1732
Accord du 27 janvier 1977 sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, Strasbourg ..	1733
Convention du 24 novembre 1977 sur la notification à l'étranger de documents en matière administrative, Strasbourg	1733
Convention du 20 mai 1980 sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants, Luxembourg	1733
Protocole du 15 mars 1978 additionnel à la Convention du 7 juin 1968, préc.	1733
Convention du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, Strasbourg	1733
Accord européen du 5 mars 1996 concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg	1733
Sixième protocole additionnel du 5 mars 1996 à l'accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe	1733
Protocole additionnel du 4 octobre 2001 à l'accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire	1733
<hr/>	
– CONVENTIONS DE LA HAYE	1735
1 – Convention du 1 ^{er} mars 1954 – Procédure civile	1735
Convention du 1 ^{er} mars 1954 relative à la procédure civile – art. 1 ^{er} à 11	1736
– art. 13 à 33	1738
2 – Convention du 15 avril 1958 – Reconnaissance et exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants	1741
Convention du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants – art. 1 ^{er} à 12	1741
– art. 14 à 19	1743
3 – Convention du 5 octobre 1961 – Suppression de l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers	1744
Convention du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers	1744
4 – Convention du 5 octobre 1961 – Compétence des autorités et loi applicable en matière de protection des mineurs	1744
Convention du 5 octobre 1961 concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs	1744
5 – Convention du 15 novembre 1965 – Signification et notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires	1744
Convention du 15 novembre 1965 relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale – art. 1 ^{er} à 31	1745
6 – Convention du 18 mars 1970 – Obtention des preuves à l'étranger	1749
Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale – art. 1 ^{er} à 42	1750

7 – Convention du 2 octobre 1973 – Reconnaissance et exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires	1757
Convention du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires – art. 1 ^{er}	1757
– art. 3 à 37	1758
8 – Convention du 25 octobre 1980 – Enlèvement international d'enfants	1762
Convention du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants ..	1762
9 – Convention du 25 octobre 1980 – Accès international à la Justice	1763
Convention du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la Justice	1763
10 – Convention du 29 mai 1993 – Protection des enfants et coopération en matière d'adoption internationale	1763
Convention du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale	1763
11 – Convention du 19 octobre 1996 – Responsabilité parentale et mesures de protection des enfants	1764
Convention du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants	1764
12 – Convention du 13 janvier 2000 – Protection internationale des adultes	1764
Convention du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes – art. 1 à 59	1765
13 – Convention du 30 juin 2005 – Accords d'élection de for	1773
Convention du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for	1773
– AUTRES CONVENTIONS INTERNATIONALES	1775
1 – Conventions multilatérales	1775
Protocole du 24 septembre 1923 relatif à la validité des clauses d'arbitrage	1775
Convention du 26 septembre 1927 sur l'exécution des sentences arbitrales étrangères	1775
Convention du 10 mai 1952 pour l'unification de certaines règles sur la saisie conservatoire des navires de mer – art. 1 ^{er} à 18	1775
Convention du 10 mai 1952 pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence civile en matière d'abordage	1780
Convention du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger	1780
Convention du 10 juin 1958 sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères	1780
Convention du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques, art. 31 et s. sur l'immunité de juridiction et d'exécution des agents diplomatiques	1780
Convention du 21 avril 1961 sur l'arbitrage commercial international	1780
Convention du 24 avril 1963 sur les relations consulaires, art. 43 et s. sur l'immunité de juridiction et d'exécution des membres des postes consulaires	1781
Convention du 10 septembre 1964 relative aux décisions de rectification d'actes de l'état civil ..	1781
2 – Accords bilatéraux	1781

- AUTRES ANNEXES	1785
PREMIÈRE PARTIE - ACCÈS À LA JUSTICE	1787
ANNEXE 1 - Aide juridique et assurance de protection juridique	1789
I - Aide juridique	1789
Loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 relative à l'aide judiciaire et à l'indemnisation des commissions et désignations d'office - art. 36	1789
Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - art. 1 ^{er} à 13	1790
Livre des procédures fiscales - art. L. 146-A	1794
Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - art. 14 à 52-1	1795
Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre - art. L. 104-1	1805
Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - art. 53 à 64	1805
Loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits - art. 17	1807
Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - art. 64-1 à 78	1807
Décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - art. 1 ^{er} à 172	1811
Décret n° 91-1369 du 30 décembre 1991 fixant les modalités particulières d'application dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon, ainsi qu'en Polynésie française de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - art. 1 ^{er} à 19-1	1852
Circulaire du 23 décembre 1991 relative à l'aide juridictionnelle	1857
Circulaire du 12 mars 1992 relative à l'aide à l'accès au droit	1857
Ordonnance n° 92-1143 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle dans la collectivité de Mayotte	1857
Décret n° 93-1425 du 31 décembre 1993 Relatif à l'aide juridictionnelle en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis-et-Futuna	1858
Arrêté du 24 décembre 1999 fixant la majoration des unités de valeur pour les missions d'aide juridictionnelle totale	1858
Décret n° 2000-4 du 4 janvier 2000 fixant la rétribution des consultations juridiques en matière d'accès au droit	1858
Directive n° 2003/8/CE du 27 janvier 2003 relative à l'aide juridictionnelle dans les litiges transfrontaliers	1858
Arrêté du 24 décembre 2003 fixant la majoration des unités de valeur pour les missions d'aide juridictionnelle totale - art. 1 ^{er} et 2	1858
II - Assurance de protection juridique	1859
Code des assurances - art. L. 127-1 à L. 127-8	1860
- art. R. 127-1	1861
Code de la mutualité	1862
ANNEXE 2 - Frais et dépens	1863
I - État de frais	1863
Code général des impôts - art. 865	1863
- art. 867 à 869	1863
II - Gratuité de la justice	1863
Loi n° 77-1468 du 30 décembre 1977 instaurant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives - art. 1 ^{er} à 12	1863
- art. 15	1864
- art. 20 à 22	1865
Code général des impôts - art. 302 bis Y	1865
III - Liquidation des frais et dépens	1866

Décret du 16 février 1807 relatif à la liquidation des dépens en matière sommaire – art. 1 ^{er} à 8	1866
Code de procédure pénale – art. R. 93	1866
– art. R. 214	1866
IV – Recouvrement des frais et dépens	1866
Loi du 24 décembre 1897 relative au recouvrement des frais dus aux notaires, avoués et huissiers – art. 1 ^{er} à 5	1866
Loi du 30 janvier 1907 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1907 – art. 79	1867
Code de procédure pénale – art. R. 91	1867
V – Tarif des frais et dépens	1868
Décret n° 94-757 du 26 août 1994 relatif aux tarifs des officiers publics et ministériels et des auxiliaires de justice – art. 1 ^{er}	1868
Décret n° 85-1390 du 27 décembre 1985 fixant le tarif des administrateurs judiciaires en matière commerciale et des mandataires-liquidateurs	1868
Décret n° 47-817 du 9 mai 1947 relatif aux droits et émoluments des avocats postulants des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle	1868
Loi n° 48-50 du 12 janvier 1948 relative aux droits de plaidoirie des avocats – art. 1 ^{er} à 3 ...	1868
– art. 8	1868
Décret n° 60-426 du 25 avril 1960 relatif aux droits de plaidoirie dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane	1869
Décret n° 72-784 du 25 août 1972 relatif au régime transitoire de rémunération des avocats à raison des actes de postulation et à la taxe – art. 1 ^{er} et 2	1869
Décret n° 75-785 du 21 août 1975 relatif aux droits et émoluments alloués à titre transitoire aux avocats à raison des actes de procédure – art. 1 ^{er} et 2	1869
Décret n° 82-544 du 29 juin 1982 relatif aux droits et émoluments des avocats pour la postulation des officiers publics ou ministériels, des syndics et administrateurs judiciaires – art. 1 ^{er} et 2	1870
Code de la sécurité sociale – art. L. 723-1	1870
Loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises – art. 15 ...	1870
Code de la sécurité sociale – art. L. 723-2 à L. 723-6	1870
Décret n° 95-161 du 15 février 1995 relatif aux droits de plaidoirie et à la contribution équivalente – art. 1 ^{er} à 17	1872
Décret n° 60-323 du 2 avril 1960 portant règlement d'administration publique et fixant le tarif des avoués – art. 1 ^{er} à 89	1875
Décret n° 80-608 du 30 juillet 1980 fixant le tarif des avoués près les cours d'appel – art. 1 ^{er} à 32	1889
Décret n° 84-815 du 31 août 1984 modifiant le décret n° 80-608 du 30 juillet 1980 fixant le tarif des avoués près la cour d'appel – art. 1 ^{er} à 16	1897
Décret n° 85-382 du 29 mars 1985 fixant le tarif des commissaires-priseurs [judiciaires]	1897
Décret du 3 juillet 1944 fixant les remises et salaires des receveurs des douanes, conservateurs des hypothèques maritimes, ainsi que les émoluments dus aux greffiers des tribunaux de commerce pour l'inscription du privilège du Trésor institué par la loi du 10 août 1922 pour le recouvrement de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, et de l'hypothèque générale du Trésor instituée par l'ordonnance du 18 octobre 1944, modifiée, tendant à confisquer les profits illicites	1898
Décret du 27 décembre 1920 portant révision du tarif des frais de voyage des parties, des experts auprès des tribunaux de grande instance, des dépositaires de pièces et des témoins – art. 1 ^{er} à 7	1898
– art. 8	1898
Code de procédure pénale – art. R. 93	1898
– art. R. 214	1900
– art. R. 217-1	1900

Décret n° 76-998 du 4 novembre 1976 relatif à la rémunération des personnes chargées des enquêtes sociales en matière de divorce et de séparation de corps	1900
Décret n° 2009-285 du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile – art. 12 et 13	1900
Code de procédure pénale – art. R. 221	1901
Décret n° 78-62 du 20 janvier 1978 portant application de la loi n° 77-1468 du 30 décembre 1977 instituant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives	1901
Décret n° 80-307 du 29 avril 1980 portant règlement d'administration publique fixant le tarif général des greffiers des tribunaux de commerce et modifiant l'article R. 8212 du Code de l'organisation judiciaire	1901
Code du travail – art. R. 1243-53	1902
Code de justice administrative – art. R. 761-3	1902
Décret n° 96-1080 du 12 décembre 1996 portant fixation du tarif des huissiers de justice en matière civile et commerciale – art. 1 ^{er} à 34	1902
Décret du 8 juillet 1920 fixant les frais de transport, de délégation et de séjour des magistrats	1928
Décret du 25 septembre 1929 assimilant les tarifs en matière civile aux tarifs en matière criminelle pour les frais de transport et de déplacement à allouer aux juges des tribunaux d'Instance ...	1928
Décret n° 87-610 du 29 juillet 1987 relatif aux indemnités susceptibles d'être attribuées aux présidents des tribunaux des affaires de sécurité sociale – art. 1 ^{er} à 3	1928
Code de commerce – art. L. 663-4	1928
Décret n° 85-1390 du 27 décembre 1985 fixant le tarif des administrateurs judiciaires en matière commerciale et des mandataires-liquidateurs	1928
Décret n° 78-262 du 8 mars 1978 portant fixation du tarif des notaires	1929
Décret n° 82-544 du 29 juin 1982 relatif aux droits et émoluments des avocats pour la postulation des officiers publics ou ministériels, des syndics et administrateurs judiciaires	1929
Loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels	1929
Décret n° 48-648 du 7 avril 1948 concernant le tarif des officiers ministériels en matière de contributions directes, de taxes assimilées et d'amendes	1929
Décret du 27 décembre 1920 portant révision du tarif des frais de voyage des parties, des experts auprès des tribunaux de grande instance, des dépositaires de pièces et des témoins – art. 1 ^{er} et 2	1929
Code de procédure pénale – art. R. 218	1930
Décret du 27 décembre 1920 portant révision du tarif des frais de voyage des parties, des experts auprès des tribunaux de grande instance, des dépositaires de pièces et des témoins – art. 9 à 14	1930
Code du travail – art. R. 1423-54	1931
ANNEXE 3 – Question prioritaire de constitutionnalité	1933
Constitution du 4 octobre 1958 – art. 61-1	1933
Ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel – art. 23-1 à 23-12	1933
Décision du 4 février 2010 portant règlement intérieur sur la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel	
pour les questions prioritaires de constitutionnalité – art. 1 à 13	1936
Circulaire n° CIV/04/10 du 24 février 2010 présentant la question prioritaire de constitutionnalité	1938
ANNEXE 4 – Victimes d'infractions	1965
I – Articulation entre l'action civile devant la juridiction pénale et la procédure de renvoi devant la juridiction civile	1965
Néant	1965
II – Recours en indemnité ouvert à certaines victimes de dommages résultant d'une infraction	1965
Code de procédure pénale – art. 706-3 à 706-15-2	1965
– art. D. 47-6-1 à 47-6-14	1969

Décret n° 99-706 du 3 août 1999 relatif au Conseil national de l'aide aux victimes	1969
ANNEXE 5 – Personnes atteintes d'un trouble mental	1971
Code de la santé publique – art. L. 3211-1 à L. 3215-1 à L. 3215-4	1971
– art. R. 3211-1 à R. 3211-18	1974
ANNEXE 6 – Étrangers	1977
Ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France	1977
Décret n° 2004-1215 du 17 novembre 2004 fixant certaines modalités d'application des articles 35 bis et 35 quater de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France	1977
Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile – art. L. 111-1	1977
– art. L. 221-1 à L. 224-4	1978
– art. L. 551-1 à L. 555-3	1981
– art. R. 111-1 à R. 111-32	1987
– art. R. 221-1 à R. 223-14	1989
– art. R. 551-1 à R. 552-24	1990
ANNEXE 7 – État et communes	1995
I – Action exercée par ou contre l'État	1995
Décret du 28 octobre 1790 relatif à la vente et à l'administration des biens nationaux	1995
Loi n° 48-830 du 15 mai 1948 habilitant le ministre chargé de la reconstruction et de l'urbanisme à tenter au nom de l'État les actions en réparation et en répétition prévues par l'article 72 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre	1995
Loi n° 55-366 du 3 avril 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques pour l'exercice 1955 – art. 38	1995
Code du domaine de l'État – art. L. 80 à L. 83	1995
– art. R. 158 à R. 163	1995
II – Action exercée par ou contre une commune	1997
Code général des collectivités territoriales – art. L. 2132-1 à L. 2132-7	1997
– art. R. 2132-1 à R. 2132-4	1998
III – Action exercée par ou contre un département ou une région	1998
Code général des collectivités territoriales – art. L. 3133-1	1998
– art. R. 3133-1 à R. 3133-4	1999
– art. L. 4143-1	1999
– art. R. 4143-1 à R. 4143-4	1999
ANNEXE 8 – Presse	2001
Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse – art. 41	2001
– art. 45 et 46	2001
– art. 53	2002
– art. 64	2003
ANNEXE 9 – Publicités judiciaires et légales	2005
I – Annonces judiciaires et légales	2005
Loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 concernant les annonces judiciaires et légales	2005
Décret n° 59-191 du 23 janvier 1959 relatif à la publication des annonces judiciaires et légales – art. 1 ^{er}	2005
II – Publicité foncière	2005
Décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière – art. 28	2005
– art. 30 à 35	2006
– art. 37	2011
Instruction administrative n° 112 du 12 octobre 2007 Droit de la publicité foncière – Saisie Immobilière	2012

DEUXIÈME PARTIE – PROFESSIONS JUDICIAIRES	2023
ANNEXE 10 – Auxiliaires de justice et officiers publics et ministériels – Dispositions communes	2025
Décret n° 93-233 du 22 février 1993 relatif à l'utilisation du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques par les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, les avocats et les avoués près les cours d'appel	2025
Arrêté du 12 octobre 1998 portant création d'un traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour objet le suivi de la réglementation et la gestion des professions judiciaires et juridiques	2025
I – Accès à la profession	2025
Loi de finances du 28 avril 1816 – art. 91	2025
Loi n° 48-460 du 20 mars 1948 permettant aux femmes l'accèsion à diverses professions d'auxiliaire de justice	2026
Ordonnance n° 58-1259 du 19 décembre 1958 instituant un privilège en faveur de la caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel	2026
Décret n° 60-814 du 2 août 1960 concernant les aspirants aux fonctions d'officier public ou ministériel, [d'agrée et de syndic administrateur judiciaire] servant au-delà de la durée légale du service militaire	2026
Décret n° 88-814 du 12 juillet 1988 relatif à la nomination et à la cessation de fonctions des officiers publics et ministériels – art. 1 ^{er} à 3	2026
II – Caisse professionnelle	2027
Loi n° 73-546 du 25 juin 1973 relative à la discipline et au statut des notaires et de certains officiers ministériels	2027
III – Cession d'un office	2027
Code général des impôts – art. 864	2027
– art. 1840 B	2027
IV – Conservation et consultation des actes	2027
Décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 relatif à la compétence des services d'archives publiques et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques – art. 17	2027
V – Discipline	2027
Loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice – art. 45	2027
Ordonnance n° 45-1418 du 28 juin 1945 relative à la discipline des notaires et de certains officiers ministériels – art. 1 ^{er} à 12	2028
– art. 15 et 16	2029
– art. 19 à 51	2029
Loi n° 73-546 du 25 juin 1973 relative à la discipline et au statut des notaires et de certains officiers ministériels – art. 1 ^{er} à 23	2033
Décret n° 73-1202 du 28 décembre 1973 relatif à la discipline et au statut des officiers publics ou ministériels – art. 1 ^{er} à 49-6	2034
VI – Formation professionnelle	2041
Loi n° 73-546 du 25 juin 1973 relative à la discipline et au statut des notaires et de certains officiers ministériels	2041
VII – Remplacement en cas d'absence temporaire	2041
Loi n° 73-546 du 25 juin 1973 relative à la discipline et au statut des notaires et de certains officiers ministériels – art. 23	2041
Décret n° 73-1202 du 28 décembre 1973 relatif à la discipline et au statut des officiers publics ou ministériels – art. 46	2041
VIII – Reproduction des actes	2041
Décret n° 52-1292 du 2 décembre 1952 portant règlement d'administration publique pour l'emploi, par les officiers publics et ministériels, des procédés de reproduction des actes – art. 1 ^{er} à 10	2041

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	PAGES
IX – Sociétés civiles professionnelles	2043
Loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles	2043
Règlement du 29 novembre 1966 pris en application de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 ..	2043
X – Sociétés de professions libérales	2043
Loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé	2043
XI – Suppléance	2043
Décret n° 55-604 du 20 mai 1955 relatif aux officiers publics ou ministériels et à certains auxiliaires de justice	2043
Décret n° 56-221 du 29 février 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret n° 55-604 du 20 mai 1955 relatif aux officiers publics et ministériels et à certains auxiliaires de justice en ce qui concerne la suppléance des officiers publics et ministériels	2044
XII – Transactions financières	2044
Code monétaire et financier – art. L. 561-2	2044
– art. L. 562-3 à L. 562-10	2044
– art. R. 562-1 à R. 562-15	2044
ANNEXE 11 – Administrateurs judiciaires	2045
Code de commerce – art. L. 811-1 à L. 811-16	2045
– art. R. 811-1 à R. 811-59	2045
Décret n° 86-1176 du 5 novembre 1986 portant application aux professions d'administrateur judiciaire et de mandataire-liquidateur de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles	2045
Décret n° 93-892 du 6 juillet 1993 pris pour l'application à la profession d'administrateur judiciaire de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ..	2045
Arrêté du 16 août 1999 fixant l'étendue minimale des vérifications à effectuer pour les contrôles des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises ..	2046
Arrêté du 22 mars 2006 fixant le programme et les modalités de l'examen d'aptitude à la profession d'administrateur judiciaire	2046
Arrêté du 29 septembre 2006 portant approbation du règlement fixant les modalités applicables aux élections des administrateurs judiciaires au conseil d'administration de la caisse de garantie instituée à l'article L. 814-3 du Code de commerce	2046
ANNEXE 12 – Avocats	2047
I – Textes principaux	2047
Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques – art. 1 ^{er} à 4	2048
Code des juridictions financières – art. L. 241-7	2051
Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques – art. 5 à 27	2051
– art. 42 à 92	2082
Décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat – art. 1 ^{er} à 165 ..	2093
Code de procédure pénale – art. 56-1	2134
Décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat – art. 166 à 285 ..	2135
Décret n° 2002-324 du 6 mars 2002 pris pour l'application de l'article 14-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et relatif au financement de la formation professionnelle des avocats – art. 1 ^{er} à 6	2163
Conseil national des barreaux du 24 avril 2004 Décision à caractère normatif n° 2004-001 instituant le règlement intérieur unifié des barreaux de France	2165
Décret n° 2005-790 du 12 juillet 2005 relatif aux règles de déontologie de la profession d'avocat – art. 1 ^{er} à 21	2165
Conseil national des barreaux du 12 juillet 2007 portant adoption du règlement intérieur national de la profession d'avocat – art. 1 ^{er} à 21	2169

II - Autres textes	2192
Loi du 22 ventôse an XII relative aux écoles de droit – art. 31	2192
Loi du 1 ^{er} décembre 1900 ayant pour objet de permettre aux femmes munies des diplômes de licencié en droit de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession	2192
Loi du 22 août 1929 sur l'organisation des tribunaux de grande instance – art. 10	2192
Loi n° 54-390 du 8 avril 1954 constatant la nullité de l'acte dit loi n° 2525 du 26 juin 1941 réglementant l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau et de l'acte dit loi n° 2691 du 26 juin 1941 instituant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat	2192
Décret n° 58-1282 du 22 décembre 1958 portant application de l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 et relatif aux auxiliaires de justice – art. 22 à 25	2193
Décret n° 64-1086 du 27 octobre 1964 portant révision du Code électoral	2193
Code électoral – art. LO 149	2193
Décret n° 72-785 du 25 août 1972 relatif au démarchage et à la publicité en matière de consultation et de rédaction d'actes juridiques	2194
Décret n° 73-51 du 10 janvier 1973 relatif aux avocats, notaires, huissiers de justice et syndics administrateurs judiciaires du ressort des cours d'appel de Colmar et de Metz	2194
Décret n° 74-152 du 20 février 1974 relatif à la profession d'avocat dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française – art. 2	2194
Instruction fiscale du 26 mars 1991 relative au régime de TVA applicable aux avocats et avoués .	2194
Arrêté du 10 février 1992 fixant les modalités d'admission des étudiants étrangers dans un centre régional de formation professionnelle d'avocats en qualité d'auditeurs libres	2194
Décret n° 92-680 du 20 juillet 1992 pris pour l'application à la profession d'avocat de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles	2194
Arrêté du 26 octobre 1992 fixant les modalités du contrôle financier du Conseil national des barreaux	2195
Arrêté du 6 janvier 1993 portant désignation des universités chargées d'organiser l'examen d'entrée dans les centres régionaux de formation professionnelle d'avocats	2195
Arrêté du 7 janvier 1993 fixant le programme et les modalités de l'examen d'aptitude prévu à l'article 99 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	2195
Arrêté du 7 janvier 1993 fixant le programme et les modalités de l'examen de contrôle des connaissances prévu à l'article 100 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	2195
Décret n° 93-233 du 22 février 1993 relatif à l'utilisation du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques par les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, les avocats et les avoués près les cours d'appel	2195
Décret n° 93-492 du 25 mars 1993 pris pour l'application à la profession d'avocat de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé	2195
Arrêté du 8 juin 1993 fixant la liste des mentions de spécialisation en usage dans la profession d'avocat – art. 1 ^{er}	2196
Arrêté du 8 décembre 1993 fixant les modalités de l'examen de contrôle des connaissances en vue de l'obtention d'un certificat de spécialisation	2196
Décret n° 95-161 du 15 février 1995 relatif aux droits de plaidoirie et à la contribution équivalente .	2197
Décret n° 96-887 du 10 octobre 1996 portant règlement type relatif aux règles de gestion financière et comptable des fonds versés par l'État aux caisses des règlements pécuniaires des avocats pour les missions d'aide juridictionnelle et pour l'aide à l'intervention de l'avocat prévue par les dispositions de la troisième partie de la loi du 10 juillet 1991	2197
Directive n° 98/5/CE du 16 février 1998 du Parlement européen et du Conseil visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise	2197
Décret n° 98-463 du 16 juin 1998 portant application de l'article 42 de la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques	2198
Arrêté du 1 ^{er} octobre 1998 portant approbation de modifications apportées à la Caisse nationale des barreaux français	2198

Arrêté du 25 novembre 1998 fixant la liste des titres ou diplômes reconnus comme équivalents à la maîtrise en droit pour l'exercice de la profession d'avocat	2198
Arrêté du 11 septembre 2003 fixant le programme et les modalités de l'examen d'aptitude à la profession d'avocat	2198
Arrêté du 11 septembre 2003 fixant le programme et les modalités de l'examen d'accès au centre régional de formation professionnelle d'avocats	2198
Décret n° 2004-1457 du 23 décembre 2004 relatif à l'assurance vieillesse des avocats	2198
Arrêté du 7 décembre 2005 fixant le programme et les modalités de l'examen d'aptitude à la profession d'avocat	2198
Conseil national des barreaux du 12 juillet 2007 portant adoption d'un règlement relatif aux procédures internes destinées à mettre en œuvre les obligations de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et dispositif de contrôle interne destiné à assurer le respect des procédures – art. 1 ^{er} à 12	2199
III – Conseils juridiques	2202
ANNEXE 13 – Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation	2205
Ordonnance du 10 septembre 1817 relative aux avocats aux Conseils et à la Cour de cassation – art. 1 ^{er} à 3	2205
– art. 5 à 15	2205
Décret du 28 octobre 1850 sur l'élection du président du conseil de discipline de l'Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation	2207
Décret n° 78-380 du 15 mars 1978 portant application à la profession d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles	2207
Décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation	2207
Décret n° 93-233 du 22 février 1993 relatif à l'utilisation du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques par les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, les avocats et les avoués près les cours d'appel	2207
Décret n° 95-161 du 15 février 1995 relatif aux droits de plaidoirie et à la contribution équivalente – art. 16	2207
Arrêté du 2 août 2000 fixant le programme et les modalités de l'examen d'aptitude à la profession d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation	2207
Décret n° 2002-76 du 11 janvier 2002 relatif à la discipline des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation – art. 1 ^{er} à 18	2208
ANNEXE 14 – Avoués	2213
Code de procédure pénale – art. 56-3	2213
Loi du 27 ventôse an VIII sur l'organisation des tribunaux	2213
Loi du 22 ventôse an XII relative aux écoles de droit – art. 31	2213
Ordonnance n° 45-2591 du 2 novembre 1945 relative aux statuts des avoués – art. 1 ^{er} à 3	2213
– art. 6	2214
– art. 8 et 9	2214
– art. 11 à 17	2214
Décret n° 45-0118 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut des avoués – art. 1 ^{er} à 51	2214
Loi n° 57-1420 du 31 décembre 1957 sur le recouvrement des honoraires des avocats – art. 1 ^{er} à 6	2218
Décret n° 69-1057 du 20 novembre 1969 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession d'avoué de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles	2218
Instruction fiscale du 26 mars 1991 relative au régime de TVA applicable aux avocats et avoués	2218
Décret n° 93-233 du 22 février 1993 relatif à l'utilisation du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques par les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, les avocats et les avoués près les cours d'appel	2219

Décret n° 93-362 du 16 mars 1993 pris pour l'application à la profession d'avoué près les cours d'appel de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé	2219
ANNEXE 15 – Commissaires-priseurs judiciaires	2221
Loi du 27 ventôse an IX portant établissement de quatre-vingts commissaires-priseurs vendeurs de meubles, à Paris	2221
Loi de finances du 28 avril 1816	2221
Ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avr. 1816, des commissaires-priseurs dans les villes, chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture, ni tribunal, renferment une population de 5 000 âmes et au-dessus – art. 1-1	2221
– art. 2-2 à 16	2221
Ordonnance n° 45-2593 du 2 novembre 1945 relative au statut des commissaires-priseurs – art. 1 ^{er} à 13	2223
Décret n° 45-0120 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut des commissaires-priseurs	2223
Décret n° 69-763 du 24 juillet 1969 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession de commissaire-priseur de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles	2224
Décret n° 73-541 du 19 juin 1973 relatif à la formation professionnelle des commissaires-priseurs et aux conditions d'accès à cette profession	2224
Décret n° 75-461 du 9 juin 1975 modifiant l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs	2224
Décret n° 92-1449 du 30 décembre 1992 pris pour l'application à la profession de commissaire-priseur de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé	2224
Arrêté du 25 septembre 2006 fixant le programme et les modalités de l'examen d'aptitude à la profession de commissaire-priseur judiciaire	2224
ANNEXE 16 – Conciliateurs et médiateurs	2225
I – Conciliateur de justice	2225
Décret n° 78-381 du 20 mars 1978 relatif aux conciliateurs de justice – art. 1 ^{er} à 9 ter	2226
Décret n° 96-1091 du 13 décembre 1996 modifiant le décret n° 78-381 du 20 mars 1978 relatif aux conciliateurs – art. 9	2227
Loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative	2228
II – Conciliateurs spécialisés	2228
Décret n° 81-582 du 15 mai 1981 relatif aux conciliateurs médicaux	2228
Code de commerce – art. L. 611-3 à L. 611-15	2228
Code rural et de la pêche maritime – art. L. 351-1 à L. 351-7	2228
Code de la construction et de l'habitation – art. L. 441-2-3 et L. 441-2-3-1	2229
– art. R. 441-1 à R. 441-14	2233
Code de la santé publique – art. L. 1112-3	2233
– art. L. 1142-4 à L. 1142-8	2234
III – La médiation	2236
Code monétaire et financier – art. L. 312-1-3 et L. 312-1-4	2237
Code du travail – art. L. 1152-6	2238
Loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative – art. 21 à 26	2239
Code civil – art. 255	2240
– art. 373-2-10	2240

Recommandation sur la médiation familiale n° R 1 du 21 janvier 1998 adoptée par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe	2241
ANNEXE 17 – Consultation juridique et rédaction d'actes sous seing privé	2243
Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques – art. 54 à 66-6	2243
Décret n° 72-785 du 25 août 1972 relatif au démarchage et à la publicité en matière de consultation et de rédaction d'actes juridiques – art. 1 ^{er} à 5	2249
ANNEXE 18 – Experts judiciaires	2251
I – Régime général	2251
Loi n° 71-498 du 29 juin 1971 relative aux experts judiciaires – art. 1 ^{er} à 7	2251
Décret n° 74-1184 du 31 décembre 1974 relatif aux experts judiciaires	2254
Décret n° 2004-1463 du 23 décembre 2004 relatif aux experts judiciaires – art. 1 ^{er} à 39	2254
II – Régimes particuliers	2261
Code de la propriété intellectuelle – art. R. 615-5	2261
Code de commerce – art. L. 813-1	2262
Décret n° 97-109 du 6 février 1997 relatif aux conditions d'agrément des personnes habilitées à procéder à des identifications par empreintes génétiques dans le cadre d'une procédure judiciaire	2262
Loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques	2262
Code de la santé publique – art. L. 1142-9 à L. 1142-13	2262
ANNEXE 19 – Greffes et greffiers	2265
I – Dispositions générales	2265
Ordonnance du 5 novembre 1823 qui détermine un mode pour la tenue et la vérification des registres et actes judiciaires dans les greffes des cours d'appel et tribunaux – art. 1 ^{er} à 7	2265
Loi du 10 décembre 1927 modifiant l'article 2 du titre IX de la loi du 24 août 1790 – art. 1 ^{er}	2265
Loi n° 71-1029 du 24 décembre 1971 relative à la reconstitution de registres ou documents conservés dans les greffes de tribunaux de commerce ou d'autres juridictions en cas de destruction ou de disparition totale ou partielle des archives de ces greffes)	2266
Décret n° 82-716 du 10 août 1982 modifiant le décret n° 67-472 du 20 juin 1967 portant statuts particuliers des greffiers en chef et des secrétaires-greffiers des cours et tribunaux – art. 1 ^{er}	2266
II – Greffes ordinaires	2266
Décret du 18 août 1810 contenant règlement sur l'organisation des tribunaux de grande instance et des tribunaux de police – art. 24 à 27	2266
Loi du 29 novembre 1921 autorisant le cumul des fonctions de greffier de tribunal d'instance et d'huissier et la réunion de plusieurs greffes entre les mains d'un même titulaire	2267
Loi n° 54-229 du 3 mars 1954 concernant le statut disciplinaire des greffiers titulaires de charge	2267
Décret n° 58-1282 du 22 décembre 1958 portant application de l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 et relatif aux auxiliaires de justice)	2267
Loi n° 65-1002 du 30 novembre 1965 portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales – art. 1 ^{er} à 9	2267
Décret n° 67-471 du 20 juin 1967 fixant la date d'entrée en vigueur de la loi n° 65-1002 du 30 novembre 1965 et déterminant, en application de son article 7, les mesures transitoires nécessaires à la mise en œuvre des options ouvertes aux greffiers titulaires de charge et à leurs employés	2267
Décret n° 67-472 du 20 juin 1967 portant statuts particuliers des secrétaires-greffiers en chef et des secrétaires-greffiers des cours et tribunaux et fixant les dispositions transitoires relatives à l'intégration des personnels des greffes et des secrétariats de parquet dans les corps de fonctionnaires des services judiciaires	2267
Décrets n° 67-673, 67-676, 67-677 et 67-678 du 9 août 1967 concernant l'accès de certains greffiers titulaires de charge aux fonctions d'avocat et d'avocat aux Conseils, de commissaire-priseur, d'agréé et de syndic-administrateur judiciaire, de greffier de tribunal de commerce et d'huissier de justice	2268

Décret n° 73-1224 du 28 décembre 1973 relatif à l'honorariat des greffiers titulaires de charge ayant cessé leurs fonctions en application de la loi n° 65-1002 du 30 novembre 1965 portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales	2268
Arrêté du 29 avril 1974 portant création et organisation de l'école nationale d'application des secrétariats-greffes	2268
Décret n° 79-1071 du 12 décembre 1979 portant statuts particuliers des greffiers en chef et des greffiers des conseils de prud'hommes et fixant les dispositions transitoires relatives à l'intégration des secrétaires et secrétaires adjoints des conseils de prud'hommes	2268
Décret n° 92-413 du 30 avril 1992 portant statut particulier des greffiers en chef des services judiciaires	2269
Décret n° 92-414 du 30 avril 1992 portant statut particulier des greffiers des services judiciaires	2269
Décret n° 92-415 du 30 avril 1992 portant création de corps de fonctionnaires de catégories C et D des services judiciaires	2269
Arrêté du 16 mars 1993 relatif aux spécialités des greffiers en chef et des greffiers des services judiciaires)	2269
Arrêté du 16 mars 1993 relatif à la prise en compte des spécialités des greffiers des services judiciaires et aux modalités transitoires de leur attribution	2269
Arrêté du 16 mars 1993 relatif à la prise en compte des spécialités des greffiers en chef des services judiciaires et aux modalités transitoires de leur attribution	2269
Décret n° 95-720 du 9 mai 1995 modifiant le décret n° 92-414 du 30 avril 1992 portant statut particulier des greffiers des services judiciaires et fixant les dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de ce corps en activité ou admis à la retraite	2269
Décret n° 98-708 du 17 août 1998 modifiant le décret n° 95-720 du 9 mai 1995 portant statut particulier des greffiers des services judiciaires	2269
Décret n° 98-937 du 20 octobre 1998 modifiant le décret n° 92-413 du 30 avril 1992 portant statut particulier des greffiers en chef des services judiciaires)	2270
Arrêté du 7 décembre 1999 modifiant l'arrêté du 29 avril 1974 portant création et organisation de l'École nationale des greffes	2270
Arrêté du 5 mars 2001 érigeant l'École nationale des greffes en service à compétence nationale	2270
Arrêté du 23 novembre 2001 portant liste et classification en deux catégories des emplois de greffier en chef du premier grade comportant des responsabilités particulières)	2270
Décret n° 2002-197 du 14 février 2002 fixant des modalités exceptionnelles de recrutement dans le corps des greffiers des services judiciaires	2270
Arrêté du 24 décembre 2002 fixant des modalités exceptionnelles de recrutement dans le corps des greffiers des services judiciaires	2270
Décret n° 2003-466 du 30 mai 2003 portant statut particulier des greffiers des services judiciaires	2270
III - Greffes consulaires	2271
Décret n° 71-688 du 11 août 1971 pris pour l'application à la profession de greffier de tribunal de commerce de la loi du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ...	2271
Décret n° 77-828 du 20 juillet 1977 relatif aux greffiers des tribunaux de commerce	2271
Décret n° 87-601 du 29 juillet 1987 relatif aux conditions d'accès à la profession de greffier de tribunal de commerce	2271
Décret n° 2005-626 du 30 mai 2005 relatif aux conditions d'accès à certaines professions judiciaires ou juridiques	2271
Arrêté du 4 octobre 1988 fixant la liste des diplômes reconnus comme équivalents à la licence en droit pour l'exercice de la profession de greffier de tribunal de commerce	2271
Décret n° 91-743 du 31 juillet 1991 relatif au Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce	2271
Décret n° 93-86 du 21 janvier 1993 pris pour l'application à la profession de greffier de tribunal de commerce de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé	2272

Décret n° 99-1017 du 1 ^{er} décembre 1999 relatif aux conditions d'accès aux professions judiciaires et juridiques de certains greffiers de tribunal de commerce	2272
Décret n° 99-1018 du 1 ^{er} décembre 1999 relatif à la profession de greffier de tribunal de commerce et aux conséquences de modifications du ressort des tribunaux de commerce	2272
Décret n° 2008-21 du 3 janvier 2008 relatif à la bourse commune des greffiers des tribunaux de commerce	2272
ANNEXE 20 – Huissiers de justice	2273
I – Textes généraux	2273
Code de procédure pénale – art. 56-3	2273
Loi du 27 ventôse an VIII sur l'organisation des tribunaux – art. 70	2273
Loi du 27 décembre 1923 relative à la suppléance des huissiers blessés et à la création des clercs assermentés – art. 1 ^{er} à 4	2273
– art. 6 à 12	2273
Ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers – art. 1 ^{er} à 4 ..	2274
– art. 9 bis à 14	2276
Décret n° 56-222 du 29 février 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers de justice – art. 1 ^{er} à 95 ..	2277
Décret n° 69-1274 du 31 décembre 1969 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession d'huissier de justice de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles	2285
Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités de créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice – art. 1 ^{er} à 58	2285
Décret n° 92-984 du 9 septembre 1992 relatif aux conditions de nomination des clercs d'huissiers de justice habilités à procéder aux constats – art. 1 ^{er} à 4	2286
Décret n° 92-1448 du 30 décembre 1992 pris pour l'application à la profession d'huissier de justice de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé	2287
Arrêté du 28 avril 1999 portant approbation du règlement intérieur de la Chambre nationale des huissiers de justice	2287
Décret n° 2002-220 du 14 février 2002 abrogeant le décret du 17 décembre 1963 portant extension de la compétence territoriale d'huissiers de justice	2287
Arrêté du 11 mai 2007 relative au plan comptable applicable par les huissiers de justice	2287
II – Dispositions particulières	2288
Décret n° 76-935 du 15 octobre 1976 instituant une chambre interdépartementale des huissiers de justice de Corse	2288
Néant	2288
ANNEXE 21 – Magistrats et organisation judiciaire	2289
I – Autorité judiciaire	2289
Constitution du 4 octobre 1958 – art. 64	2289
– art. 66	2289
II – Conseil supérieur de la magistrature	2289
Constitution du 4 octobre 1958 – art. 65	2289
Décret n° 59-305 du 19 février 1959 relatif au fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature	2290
Loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature – art. 1 ^{er} à 20-1	2291
Décret n° 94-199 du 9 mars 1994 relatif au Conseil supérieur de la magistrature – art. 1 ^{er} à 47 ..	2295
III – Statut de la magistrature	2297
Constitution du 4 octobre 1958 – art. 34	2297
Ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature – art. 1 ^{er} à 20	2298

Loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques – art. 63	2307
Ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature – art. 21 à 84	2307
Décret n° 93-21 du 7 janvier 1993 pris pour l'application de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature – art. 1 ^{er} à 28	2334
– art. 31 à 52	2340
Décret n° 93-548 du 26 mars 1993 pris pour l'application des articles 40-5 et 41-7 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature – art. 1 ^{er} à 5	2349
Décret n° 93-549 du 26 mars 1993 pris pour l'application de l'article 76-3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature – art. 1 ^{er} à 4	2349
Loi organique n° 95-64 du 19 janvier 1995 modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature – art. 1 ^{er} à 5	2350
Décret n° 96-214 du 19 mars 1996 modifiant le décret n° 93-21 du 7 janvier 1993 pris pour l'application de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature – art. 5	2351
Décret n° 2003-13 du 3 janvier 2003 fixant le régime indemnitaire des auditeurs de justice et des candidats admis aux concours de recrutement de magistrats prévus par l'article 21-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958	2351
Décret n° 2003-1284 du 26 décembre 2003 relatif au régime indemnitaire de certains magistrats de l'ordre judiciaire	2352
Arrêté du 17 septembre 2004 pris pour application du décret n° 2003-1284 du 26 décembre 2003 relatif au régime indemnitaire de certains magistrats de l'ordre judiciaire	2352
Décret du 30 mars 1808 contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux – art. 17	2352
Décret du 10 janvier 1935 relatif à la communication des dossiers des magistrats et interdisant à ceux-ci toute démarche en leur faveur – art. 2	2352
Loi n° 46-643 du 11 avril 1946 ayant pour objet de permettre aux femmes d'accéder à la magistrature	2352
Décret n° 58-1279 du 22 décembre 1958 allouant une indemnité de fonctions aux magistrats de l'ordre judiciaire	2352
Décret n° 58-1280 du 22 décembre 1958 portant attribution d'indemnités pour frais de représentation à certains hauts magistrats	2353
Décret du 24 avril 1937 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Justice – art. 12	2353
Loi n° 75-631 du 11 juillet 1975 relative aux stages des magistrats et futurs magistrats étrangers – art. unique	2353
Loi organique n° 84-833 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation	2353
Loi organique n° 86-1303 du 23 décembre 1986 relative au maintien en activité des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation	2353
Loi organique n° 87-9 du 9 janvier 1987 relative aux magistrats de l'ordre judiciaire servant dans les organisations internationales	2353
Loi organique n° 88-23 du 7 janvier 1988 portant maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance	2354
Loi organique n° 98-105 du 24 février 1998 portant recrutement exceptionnel de magistrats de l'ordre judiciaire et modifiant les conditions de recrutement des conseillers de cour d'appel en service extraordinaire	2354
Décret n° 98-243 du 2 avril 1998 pris pour l'application de la loi organique n° 98-105 du 24 février 1998 portant recrutement exceptionnel de magistrats de l'ordre judiciaire et modifiant les conditions de recrutement des conseillers de cour d'appel en service extraordinaire	2354

Arrêté du 2 avril 1998 relatif aux concours de recrutement de magistrats prévus par la loi organique n° 98-105 du 24 février 1998 portant recrutement exceptionnel de magistrats de l'ordre judiciaire ..	2354
Décret n° 2001-1099 du 22 novembre 2001 relatif aux modalités du recrutement de magistrats prévu par l'article 21-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature ..	2354
IV – Inspection des services judiciaires	2355
Décret du 13 février 1908 portant règlement d'administration publique sur le recrutement et l'avancement des magistrats – art. 34 à 38	2355
Décret n° 58-1281 du 22 décembre 1958 portant application de l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 et relatif à l'organisation judiciaire – art. 18	2355
Décret n° 65-2 du 5 janvier 1965 relatif à l'exercice des attributions de l'inspecteur général des services judiciaires – art. 1 ^{er} à 8	2355
V – Textes divers	2356
Décret n° 58-1281 du 22 décembre 1958 portant application de l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 et relatif à l'organisation judiciaire	2356
Arrêté du 16 janvier 1985 portant création d'un comité d'étude pour l'amélioration du fonctionnement des juridictions	2357
Arrêté du 13 mai 1987 relatif à la commission de l'informatique du ministère de la Justice ..	2357
Décret n° 90-115 du 2 février 1990 portant application aux juridictions du troisième alinéa de l'article 31 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés – art. 1 ^{er}	2357
Loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative – art. 20	2357
ANNEXE 22 – Mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises	2359
Code de commerce – art. L. 812-1 à L. 812-10	2359
– art. R. 812-1 à R. 812-23	2359
Décret n° 86-1176 du 5 novembre 1986 portant application aux professions d'administrateur judiciaire et de mandataire-liquidateur de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles	2359
Décret n° 93-1112 du 20 septembre 1993 pris pour l'application à la profession de mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé	2359
Arrêté du 16 août 1999 fixant l'étendue minimale des vérifications à effectuer pour les contrôles des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises ..	2359
Arrêté du 22 mars 2006 fixant le programme et les modalités de l'examen d'aptitude à la profession de mandataire judiciaire	2360
Arrêté du 29 septembre 2006 portant approbation du règlement fixant les modalités applicables aux élections des administrateurs judiciaires au conseil d'administration de la caisse de garantie instituée à l'article L. 814-3 du Code de commerce	2360
ANNEXE 23 – Notaires	2361
Code de procédure pénale – art. 56-3	2361
Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat	2361
Décret du 2 février 1890 relatif au dépôt et au retrait des sommes versées par les notaires à la Caisse des dépôts et consignations	2361
Ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat	2361
Décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut du notariat	2361
Décret n° 55-604 du 20 mai 1955 relatif aux officiers publics ou ministériels et à certains auxiliaires de justice	2362

Décret n° 56-220 du 29 février 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret n° 55-604 du 20 mai 1955 relatif aux officiers publics et ministériels et à certains auxiliaires de justice, en ce qui concerne la garantie de la responsabilité professionnelle des notaires	2362
Décret n° 67-868 du 2 octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles	2362
Décret n° 71-942 du 26 novembre 1971 relatif aux créations, transferts et suppressions d'offices de notaire, à la compétence d'instrumentation et à la résidence des notaires, à la garde et à la transmission des minutes et registres professionnels des notaires	2362
Décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaires	2362
Décret n° 74-737 du 12 août 1974 relatif aux inspections des études de notaires	2362
Décret n° 79-1039 du 3 décembre 1979 relatif à la délivrance de visas de conformité des copies, reproductions photographiques et extraits des documents conservés dans les dépôts d'archives publiques – art. 5 et 6	2363
Arrêté du 1 ^{er} décembre 1986 fixant le programme et les modalités de l'examen subi en vue de la nomination à un office de notaire créé ou vacant	2363
Arrêté du 13 avril 1990 fixant le programme et les modalités de l'examen en vue de la délivrance du diplôme d'aptitude aux fonctions de notaire	2363
Décret n° 93-78 du 13 janvier 1993 pris pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé	2363
Décret n° 93-82 du 15 janvier 1993 portant application de l'article 1 ^{er} ter de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 et relatif aux notaires salariés	2364
Arrêté du 25 juin 1996 fixant la liste des certificats de spécialisation des notaires	2364
Décret n° 99-1088 du 15 décembre 1999 relatif aux conditions d'établissement des actes par les notaires	2364
Arrêté du 11 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 28 mai 1956 relatif à la garantie de la responsabilité professionnelle des notaires	2364
Arrêté du 27 août 2007 fixant le programme et les modalités de l'examen de contrôle des connaissances institué par les articles 5 et 7 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 modifié relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire	2364
Arrêté du 27 août 2007 fixant le programme et les modalités de la préparation à l'examen de contrôle des connaissances techniques instituée par l'article 7 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 modifié relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire	2364
Arrêté du 27 août 2007 fixant le programme et les modalités de l'examen subi en vue de la nomination à un office de notaire créé ou vacant	2364
TROISIÈME PARTIE – PROCÉDURES D'EXÉCUTION	2365
ANNEXE 24 – Voies d'exécution sur les meubles et les immeubles	2369
I – Droit commun, mesures conservatoires et saisies mobilières	2369
Loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution – art. 1 ^{er}	2369
Code monétaire et financier – art. L. 153-1	2371
Loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution – art. 2 à 14	2372
Loi n° 94-114 du 10 février 1994 portant diverses dispositions concernant l'agriculture – art. 35	2378
Loi n° 94-679 du 8 août 1994 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier – art. 61	2378
Code des postes et communications électroniques – art. L. 35-1	2378
Loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution – art. 15 à 37	2379
Loi n° 49-972 du 21 juillet 1949 donnant le caractère comminatoire aux astreintes fixées par les tribunaux en matière d'expulsion et en limitant le montant – art. 1 ^{er} à 3	2390

Ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986 relative à l'intéressement et à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et à l'actionnariat des salariés) – art. 19	2391
Loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution – art. 38 à 40	2391
Livre des procédures fiscales – art. L. 147-B	2392
– art. L. 151-A	2392
Loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution – art. 41 à 103	2392
Décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 instituant de nouvelles règles relatives aux procédures civiles d'exécution pour l'application de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution – art. 1 ^{er} à 305	2418
II – Saisie Immobilière	2489
Code civil – art. 2190 à 2216	2490
Décret n° 2006-936 du 27 juillet 2006 relatif aux procédures de saisie immobilière et de distribution du prix d'un immeuble – art. 1 ^{er} à 149	2492
– art. 151 à 168	2512
III – Textes spéciaux	2513
Loi n° 51-214 du 27 février 1951 affirmant l'insaisissabilité du traitement afférent aux décorations militaires et de la retraite du combattant – art. unique	2513
Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre – art. L. 105 et L. 106 ...	2513
Décret n° 53-717 du 9 août 1953 fixant les modalités de liquidation et le règlement des dommages de guerre afférents aux biens meubles d'usage courant ou familial – art. 11	2514
Code du cinéma et de l'image animée – art. L. 312-1	2514
Code des pensions civiles et militaires de retraite – art. L. 56	2514
Code de la construction et de l'habitation – art. L. 261-15	2514
– art. L. 351-9	2514
Loi n° 82-4 du 6 janvier 1982 portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés – art. 13	2514
Décret n° 93-551 du 27 mars 1993 fixant les modalités d'application dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution – art. 1 ^{er} à 4	2515
Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions – art. 118	2515
Loi n° 51-214 du 27 février 1951 affirmant l'insaisissabilité du traitement afférent aux décorations militaires et de la retraite du combattant – art. 121	2515
Circulaire du 9 février 1999 relative à la prévention des expulsions locatives pour impayés ...	2515
ANNEXE 25 – Saisie-arêt entre les mains des personnes morales de droit public	2519
– Saisie des salaires traitements et autres rémunérations du travail	2519
I – Droits d'auteurs	2519
Code de la propriété intellectuelle – art. L. 333-1 à L. 333-4	2519
II – Rémunérations dues par un employeur	2519
Code du travail – art. L. 3252-1 à L. 3252-13	2519
– art. R. 3252-1 à R. 3252-49	2522
Décret n° 93-977 du 31 juillet 1993 relatif aux saisies et cessions notifiées aux comptables publics – art. 3 à 11	2529
Loi du 24 août 1930 relative à la saisie-arêt et à la cession des appointements, traitements et soldes des fonctionnaires civils et militaires – art. 1 ^{er} à 8	2529
– art. 10	2530
Décret n° 74-37 du 18 janvier 1974 relatif à la saisie-arêt et à la cession des salaires et traitements des fonctionnaires civils – art. 1 ^{er} et 2	2530
III – Travailleurs privés d'emploi	2531
Code du travail – art. L. 322-3 et L. 322-4	2531
– art. L. 352-3	2532

Loi n° 79-1130 du 28 décembre 1979 relative au maintien des droits en matière de Sécurité sociale de certaines catégories d'assurés – art. 12	2532
IV – Saisie des comptes alimentés par des rémunérations du travail	2532
Code civil – art. 1414	2532
– Saisie-arrêt entre les mains des personnes morales de droit public	2533
IV – Saisie des comptes alimentés par des rémunérations du travail	2533
Loi du 6 ventôse an XIII additionnelle à celle du 25 nivôse an XIII, relative aux cautionnements – art. 1 ^{er}	2533
Loi du 6 juillet 1836 portant règlement définitif au budget de l'exercice 1833 – art. 13 à 15 ..	2533
Loi du 8 juillet 1837 portant règlement définitif du budget de l'exercice 1834 – art. 11	2534
Ordonnance du 16 septembre 1837 déterminant les cas et les formes dans lesquels les payeurs, agents ou préposés chargés d'effectuer des paiements à la décharge de l'État peuvent se libérer en versant à la Caisse des dépôts et consignations les sommes saisies et arrêtées entre leurs mains – art. 1 ^{er} à 4	2534
Loi du 12 avril 1922 réduisant à cinq années l'effet des oppositions pratiquées entre les mains des comptables des départements, communes et autres établissements publics – art. 1 ^{er} à 4 ..	2534
Décret du 10 mai 1940 relatif aux saisies-arrêts, oppositions, significations de cession ou transfert – art. 1 ^{er}	2535
Loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre – art. 43	2536
Décret n° 52-759 du 27 juin 1952 portant codification des textes législatifs concernant les caisses d'épargne – art. 25 et 26	2536
– art. 72	2536
Décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique – art. 36	2536
Décret n° 93-977 du 31 juillet 1993 relatif aux saisies et cessions notifiées aux comptables publics – art. 2 à 6	2536
Code des caisses d'épargne – art. 31	2537
ANNEXE 27 – Saisie-arrêt des prestations sociales	2539
I – Allocations de chômage et de conversion d'emploi	2539
II – Allocation de soutien familial	2539
III – Assurance maladie	2539
Code de la sécurité sociale – art. L. 323-5	2539
IV – Assurance vieillesse et invalidité	2539
Code de la sécurité sociale – art. L. 355-2	2539
– art. L. 361-5	2540
– art. L. 623-1	2540
– art. L. 634-2	2540
– art. L. 723-22	2540
– art. L. 922-7	2540
V – Accidents du travail	2541
Code de la sécurité sociale – art. L. 433-3	2541
– art. L. 434-18	2541
VI – Prestations familiales	2541
Code de la sécurité sociale – art. L. 553-4	2541
VII – Allocation aux vieux travailleurs salariés et allocation aux mères de famille	2542
Code de la sécurité sociale – art. L. 811-16	2542
VIII – Allocation supplémentaire du fonds national de solidarité	2542
Code de la sécurité sociale – art. L. 815-10	2542
IX – Prestations aux adultes handicapés	2543

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	PAGES
Code de la sécurité sociale – art. L. 821-5	2543
Néant	2543
X – Allocation de logement	2543
Code de la sécurité sociale – art. L. 835-2	2543
XI – Aide personnalisée au logement	2544
Code de la construction et de l'habitation – art. L. 351-9	2544
XII – Allocation de revenu minimum d'insertion	2544
Code de l'action sociale et des familles – art. L. 262-44	2544
XIII – Indemnité d'attente versée aux agriculteurs	2545
Loi n° 91-5 du 3 janvier 1991 modifiant diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt – art. 30	2545
ANNEXE 28 – Saisie-contrefaçon	2547
I – Brevets d'invention	2547
Code de la propriété intellectuelle – art. L. 615-3	2547
– art. L. 615-5	2547
II – Obtention végétale	2548
Code de la propriété intellectuelle – art. L. 623-27	2548
III – Dessins et modèles	2548
Code de la propriété intellectuelle – art. L. 521-4	2549
– art. L. 521-6	2549
IV – Logiciels	2549
Code de la propriété intellectuelle – art. L. 332-4	2549
V – Marques	2550
Code de la propriété intellectuelle – art. L. 716-6	2550
– art. L. 716-8	2551
VI – Propriété littéraire et artistique	2551
Code de la propriété intellectuelle – art. L. 332-1 à L. 332-3	2551
– art. L. 343-1	2553
ANNEXE 29 – Saisie et vente de valeurs mobilières	2555
I – Saisie	2555
Décret n° 49-1105 du 4 août 1949 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 26 modifié de la loi du 5 juillet 1949 et relatif au régime des valeurs mobilières ainsi qu'aux modalités de liquidation de la Caisse centrale de dépôts et de virements de titres – art. 8	2555
Décret n° 83-359 du 2 mai 1983 pris pour l'application de l'article 94-II de la loi de finances pour 1982 et relatif au régime des valeurs mobilières – art. 1 ^{er}	2555
II – Vente des valeurs saisies	2555
Code monétaire et financier – art. L. 432-5	2555
ANNEXE 30 – Saisie et vente des aéronefs, bateaux et navires	2557
ANNEXE 31 – Saisie immobilière pratiquée par le Crédit foncier	2559
Décret du 28 février 1852 sur les sociétés de Crédit foncier – art. 32 à 42	2559
ANNEXE 32 – Vente publique de meubles et d'immeubles	2563
I – Texte commun	2563
Loi du 24 février 1932 fixant la forme dans laquelle les actes de ventes publiques mobilières doivent être dressés – art. 1 ^{er}	2563
– art. 3	2563
II – Ventes volontaires et judiciaires de meubles aux enchères publiques	2563
Loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques – art. 1 ^{er} à 66	2563

Décret n° 2001-650 du 19 juillet 2001 pris en application des articles L. 321-1 à L. 321-38 du Code de commerce et relatif aux ventes volontaires de meubles aux enchères publiques	2574
Arrêté du 25 septembre 2006 fixant le programme et les modalités de l'examen d'accès au stage requis pour diriger des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques	2574
Arrêté du 25 septembre 2006 fixant le programme et les modalités de l'examen d'aptitude prévu à l'article 17 du décret n° 2001-650 du 19 juillet 2001 pris en application des articles L. 321-1 à L. 321-38 du Code de commerce et relatif aux ventes volontaires de meubles aux enchères publiques	2574
III – Aéronefs, bateaux et navires	2574
Néant	2574
IV – Objets abandonnés	2575
Néant	2575
V – Objets mobiliers déposés dans les greffes	2575
Ordonnance du Roi du 22 février 1829 contenant les dispositions relatives aux effets mobiliers déposés dans les greffes à l'occasion des procès civils ou criminels définitivement jugés – art. 1 ^{er} et 2	2575
Ordonnance du Roi du 9 juin 1831 contenant de nouvelles dispositions sur la vente des objets mobiliers déposés dans les greffes des cours et tribunaux – art. 1 ^{er} à 5	2575
Décret du 29 mars 1879 qui modifie celui du 2 décembre 1876 portant que les greffiers du tribunal d'instance, qui ont qualité pour procéder aux ventes publiques d'objets mobiliers devront tenir un registre sur lequel ces ventes seront mentionnées – art. 1 ^{er} et 2	2576
VI – Œuvres d'art	2576
Loi du 31 décembre 1921 portant fixation du budget général de l'exercice 1922 – art. 37	2576
Décret n° 81-255 du 3 mars 1981 sur la répression des fraudes en matière de transactions d'œuvres d'art et d'objets de collection – art. 1 ^{er}	2577
VII – Procédures collectives	2577
Néant	2577
VIII – Récepteurs de télévision	2577
Néant	2577
IX – Récoltes	2577
Loi du 5 juin 1851 sur les ventes publiques volontaires de fruits et de récoltes pendants par racines, et des coupes de bois taillis – art. 1 ^{er}	2577
ANNEXE 33 – Surendettement des particuliers et des ménages	2579
Code de la consommation – art. L. 330-1 à L. 331-7	2580
Code des postes et communications électroniques – art. L. 35-1	2590
Code de la consommation – art. L. 331-7-1 à L. 333-7	2591
– art. R. 331-1 à R. 333-1	2599
Livre des procédures fiscales – art. R. 247 A-1	2613
– art. R. 247-10 A	2613
Code de la consommation – art. R. 333-2 à R. 334-2	2613
Circulaire du 28 septembre 1995 portant application du décret n° 96-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, pris en application du titre III du livre III du Code de la consommation	2615
Circulaire du 5 mars 1998	2615
Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions – art. 98 et 99	2615
Instruction fiscale du 5 février 1999 relative au contentieux de l'impôt contre un particulier surendetté	2616
Circulaire du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers prise en application du titre III du livre III du Code de la consommation	2616
Circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers	2627

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	PAGES
ANNEXE 34 – Autres procédures collectives de traitement des défaillances économiques	2637
I – Entreprises en difficulté	2637
Néant	2637
II – Copropriétés en difficulté	2637
ANNEXE 35 – Recouvrement des pensions alimentaires	2639
I – Livre des procédures fiscales	2639
Livre des procédures fiscales – art. L. 111	2639
II – Paiement direct	2639
Loi n° 73-5 du 2 janvier 1973 relative au paiement direct de la pension alimentaire – art. 1 ^{er} à 11	2639
Décret n° 73-216 du 1 ^{er} mars 1973 pris pour l'application de la loi n° 73-5 du 2 janvier 1973 relative au paiement direct de la pension alimentaire – art. 1 ^{er} à 10	2641
III – Recouvrement public	2643
Loi n° 75-618 du 11 juillet 1975 relative au recouvrement public des pensions alimentaires – art. 1 ^{er} à 22	2644
Décret n° 75-1339 du 31 décembre 1975 relatif aux modalités d'application de la loi n° 75-618 du 11 juillet 1975 relative au recouvrement public des pensions alimentaires – art. 1 ^{er} à 25	2646
IV – Intervention des organismes débiteurs des prestations familiales dans le recouvrement des créances alimentaires impayées	2649
Code de la sécurité sociale – art. L. 523-1	2649
– art. R. 523-1 à R. 523-3	2649
– art. R. 523-8	2649
– art. D. 523-1	2649
– art. L. 581-1 à L. 581-10	2650
– art. R. 581-1 à R. 581-7	2652
– art. R. 581-9	2652
Décret n° 86-1073 du 30 septembre 1986 relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées – art. 1 ^{er} à 8	2652
ANNEXE 36 – Recouvrement en matière de protection sociale	2655
I – Sécurité sociale	2655
Code de la sécurité sociale – art. L. 133-1 à L. 133-3	2655
– art. R. 133-1 à R. 133-7	2655
– art. L. 244-8 et L. 244-9	2656
– art. R. 612-10 et R. 612-11	2657
– art. R. 612-14 à R. 612-16	2658
Loi n° 88-1088 du 1 ^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion – art. 29 et 30	2658
Décret n° 88-1111 du 12 décembre 1988 relatif à la détermination du revenu minimum d'insertion et à l'allocation de revenu minimum d'insertion – art. 35 et 36	2658
Code de la sécurité sociale – art. L. 652-3	2659
– art. R. 652-2 à R. 652-9	2659
II – Mutualité sociale agricole	2662
Code rural et de la pêche maritime – art. L. 725-3 à L. 725-6	2662
– art. L. 725-12	2663
– art. R. 725-12 à R. 725-19	2663
ANNEXE 37 – Recouvrement des amendes et des créances	2667
I – Recouvrement des amendes et des condamnations pécuniaires	2667
Loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier	2667
Loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987	2667
Code des douanes – art. 386 bis	2667

Table des matières

CODE DE PROCÉDURE CIVILE

PAGES

II - Recouvrement amiable des créances pour le compte d'autrui	2667
Décret n° 96-1112 du 18 décembre 1996 portant réglementation de l'activité des personnes procédant au recouvrement amiable des créances pour le compte d'autrui - art. 1 ^{er} à 8	2667
Table des textes cités	2669
Index alphabétique	2687
Addendum	2729